

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO
50^E ANNEE • NOVEMBRE 2006

#27

Comprendre le monde pour le changer

28 OCTOBRE: Espoirs et défis à gauche

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

50 ans de La Gauche,
50 ans de combats



ans de
la gauche



Une rencontre bruxelloise, fin septembre, a permis à de nombreuses organisations de se retrouver pour discuter de la situation mondiale et des tâches. Un séminaire international des mouvements sociaux s'est tenu à Bruxelles, du 28 septembre au premier octobre 2006, à l'invitation de l'Alliance sociale continentale des Amériques, du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), de COMPA Amériques, Focus on the Global South (Bangkok), Grassroots Global Justice (Etats-Unis), Jubilé Sud (réseau sur la dette), ainsi que de la Marche mondiale des Femmes et de l'internationale paysanne Via Campesina. PAR PIERRE ROUSSET

des MOUVEMENTS SOCIAUX en séminaire



Quelque quatre-vingt organisations étaient représentées à ce séminaire avec notamment, pour les syndicats, la FSU et Solidaire (France), la FIOM -métallurgie- et les Cobas (Italie), la CUT (Brésil)... ; pour la paysannerie la Conf' française, le MST brésilien, la FSPI indonésienne ; ainsi que les "sans" (papiers, logements...) avec Nox Vox; et les centres sociaux italiens (Arci), des réseaux féministes (Dawn en Asie), des comités Attac (Allemagne...) et mouvements anti-guerres (Globalize Resistance de Grande-Bretagne...), le Centre d'information alternative de Jérusalem...

La plupart de ces organisations ont activement participé, voilà six ans, au lancement du Forum social mondial. C'est d'ailleurs dans le cadre du FSM que le réseau s'est constitué. Il a assuré la convocation des Assemblées de mouvements sociaux -au sein des forums mondiaux et régionaux- qui ont discuté de revendications communes et élaboré des calendriers collectifs d'initiatives internationales. L'un des principaux problèmes posé en 2001 était: comment combiner "l'espace libre" de rencontres ouvert par

personnalités et des universitaires.

Ce réseau s'était régulièrement réuni au sein des forums mais il n'avait encore jamais organisé une réunion d'ampleur indépendamment de tout "événement" et sur quatre jours. L'importance de la participation montre que ce séminaire répondait à un besoin. Il a permis de discuter de la situation mondiale; de la dynamique des combats altermondialistes et anti-guerres; du Forum social mondial et de la préparation de sa prochaine session à Nairobi (Kenya) en janvier; des tâches propres du réseau et des difficultés de coordination auxquelles il doit faire face. Le réseau aide en particulier à "décloisonner" la réflexion et à créer des convergences dans l'action. Il rassemble des organisations dont le terrain d'intervention est très varié ou qui reflètent l'expérience de pays ou de régions très diverses - et il le fait dans une perspective résolument militante. Il

les forums et la création de dynamiques convergentes tournées vers l'action militante ? Le réseau des mouvements sociaux a été l'un des premiers à apporter une réponse concrète à cette question. Il a aussi assuré la visibilité politique des acteurs sociaux et pas seulement des

s'affirme en cela un cadre précieux, irremplaçable - au sein comme en dehors des forums.

Comment construire un calendrier commun d'actions sans pour autant favoriser certains terrains de lutte aux dépens des autres, tout aussi légitimes ? Comment rassembler les forces face à une échéance unique quand les priorités quotidiennes diffèrent suivant les organisations et que la situation varie suivant les pays ? Comment assurer une représentation équilibrée des régions et des combats ? Comment approfondir les débats "sensibles", en s'assurant que les divergences n'entravent pas l'action ? Après Seattle (1999), les réponses à ces questions se sont imposé assez spontanément, grâce à la multiplication des mobilisations altermondialistes et avec la journée historique contre la guerre du 15 février 2003. C'est beaucoup moins vrai



à l'étape actuelle: les convergences doivent se construire plus systématiquement; ce qui ne fait que renforcer la responsabilité du réseau. Les discussions du séminaire de Bruxelles ont permis de poser le problème. Des réponses doivent être apporté dans les mois qui viennent. ■

Le samedi 28 octobre, environ 650 personnes ont participé à la journée pour une autre politique de gauche organisée par le Comité voor een andere politiek (CAP) et Une Autre Gauche (UAG) (voir notre article dans ce numéro). Une partie seulement des personnes présentes étaient des militant/es organisé/es des partis de la gauche radicale qui soutiennent l'initiative, le reste étant composé de délégués syndicaux, de militant/es des mouvements sociaux, et de bon nombre de citoyens ordinaires à la recherche d'une alternative politique.

Bien que la "Journée pour une autre politique de gauche" ait été un succès incontestable, cela ne signifie toutefois pas que tous les problèmes et les divergences de vues ont

succès du 28 octobre, continuer à interpeller et attirer dans la dynamique un nombre significatif de personnes issues des milieux syndicaux et des autres mouvements sociaux. Une autre question à résoudre, plus pragmatique mais non moins importante, sera celle du nom et du logo commun sous lequel nous allons participer ensemble aux élections là où ce sera possible. Nous sommes favorables à un nom qui permette la clarification politique et qui soit facilement reconnaissable des deux côtés de la frontière linguistique.

Il reste également la question de la position du PTB par rapport à ces initiatives unitaires. Nous l'avons souvent répété, la construction d'une alternative politique de gauche en Belgique ne peut se limiter à regrouper les seules forces de la

Espoirs et défis à gauche

disparu comme par enchantement. La conférence a ainsi décidé suite à un vote indicatif que, là où les conditions seraient réunies, il faudra participer aux élections fédérales de 2007. De cette orientation découle une montagne de décisions, de tâches pratiques et de questions complexes qui déboucheront inévitablement sur de nouvelles divergences tandis que des problèmes et des désaccords plus anciens ne sont pas encore totalement résolus. Il faudra en effet faire des choix: présenter des listes au Sénat et/ou à la Chambre? Dans quelles circonscriptions électorales? Et il faudra aboutir à un programme électoral satisfaisant. Et composer des listes crédibles, élaborer un budget de campagne sérieux, développer une campagne électorale percutante, etc. Bref, un défi et un travail énorme.

Sans oublier que rien n'est encore définitif, qu'il faut poursuivre le travail d'élargissement du mouvement constitué par les deux initiatives. Il faut par exemple, sur base du

gauche radicale. Mais la division de ces forces constitue également un obstacle à cet objectif. De plus, le PTB reste toujours la principale formation de la gauche radicale, ses bons résultats aux élections communales le démontrent. Pour l'instant, le PTB continue à adresser des critiques prudentes aux initiatives CAP-UAG mais le succès de la journée du 28 octobre doit l'interpeller. Il serait regrettable que, lors des élections législatives, des listes concurrentes PTB et CAP-UAG s'affrontent. Le POS estime que tout doit être fait afin d'éviter cette division; CAP-UAG doit activement engager le débat avec le PTB dans le but de parvenir à l'une ou l'autre forme de coopération (listes communes, cartel, etc).

Le 28 octobre a représenté un véritable événement historique pour la gauche antineolibérale dans ce pays. Il convient désormais de concrétiser ce potentiel de manière effective dans la construction d'une alternative de gauche crédible et viable, y compris (mais pas seulement) sur le terrain électoral. ■

En 2005, plus de 20 millions de titres services (TS) ont été vendus sur le marché du commerce des services dont 3 millions n'avaient pas encore été utilisés fin décembre 2005. En tête du classement, la Flandre (environ 72% des titres services contre 25% en Wallonie et 3% à Bruxelles). En heures prestées, ça équivaut à plus de 17 millions d'heures, consacrées principalement à l'aide ménagère. C'est trois fois plus qu'en 2004, année du lancement des titres services par Franck Vandembroucke, le ministre de l'Emploi de l'époque. Alors, les TS, un progrès ? La panacée moderne ou le début de la glissade vers l'américanisation du système d'emplois, comme un avant goût d'AGCS, où finalement on joue avec une nouvelle monnaie papier qui n'a une fois de plus aucune odeur ? Il est essentiel de faire un véritable bilan social et économique afin de voir plus clairement qui y perd et y qui gagne... et de bien mesurer les enjeux du système. PAR BARBY*

Bonne FÊTE aux FEMMES (DE MÉNAGE) !

Depuis 2004, on n'entend plus que cela dans les clips radio et télé: le succès des TS... Une "femme d'affaires" experte en la matière déclare bien haut à ses collègues de travail (sur l'air de "quoi tu ne connais pas encore le nouveau shampoining ou le régime miracle ?"): "quoi, tu n'utilises pas les titres services ? Tu fais encore ton ménage ? Si tu veux, je te prête ma femme de ménage. Tu essaieras, elle ne coûte que 6 euros et elle fait toutes mes courses. Tu m'achètes un coupon et tu peux même en acheter plusieurs à la fois, pour tes vitres, faire ta soupe, ton repassage. C'est géniaaaaaal !!!!". Sur un site d'"économie sociale", Zohra déclare être une repasseuse heureuse: "grâce aux titres services, j'ai maintenant un vrai travail. Avant, j'étais article 60 dans une ASBL... ". Une femme de 70 ans est émerveillée; elle vient d'engager une travailleuse TS pour faire son ménage: "tu comprends, ma femme de ménage a besoin de ce travail pour faire vivre ses enfants, elle est toute seule. Et quand tu penses qu'elle vient exprès en voiture de si loin pour faire mon ménage, elle est tellement contente d'avoir ses 6 euros par heure. Comment elle ferait sinon, la pauvre ?" Femmes d'affaires, femmes de ménage, tout le monde a-t-il donc gagné le même combat ?

Rappelons d'abord le fonctionnement du système des TS. Les types de travaux pouvant être rémunérés légalement par titres-services ont été définis: il s'agit de travaux ménagers de type repassage, lessive, nettoyage des vitres, préparation de repas ou services de proximité comme la garde des enfants ou l'aide aux personnes malades, handicapées ou

âgées. Le jardinage et le bricolage par exemple sont exclus actuellement. Le particulier qui a besoin d'un de ces services à domicile s'inscrit comme utilisateur auprès d'ACCOR s.a, "le leader mondial des titres-services" à qui l'onem a confié la gestion du système. Le particulier domicilié en Belgique peut ainsi avoir droit aux titres-services qu'il paie 6,70 euros pièce, par commande de dix coupons minimum, soit 67 euros -ce qui, soit dit en passant, n'est pas donné à tout le monde. L'utilisateur des TS prend ensuite contact avec une société agréée qui lui envoie un/e travailleur/euse. Ces sociétés agréées peuvent être des entreprises privées

(agences d'intérim ou asbl comme par exemple "Aides et soins à domicile") ou des entreprises publiques (CPAS, ALE, ...). Pour chaque heure de travail prestée, l'utilisateur remet au travailleur un TS daté et signé que celui-ci rentre ensuite à la société agréée qui l'emploie pour percevoir son salaire.

Mais surtout, les titres services, c'est bel et bien une affaire de femmes... Selon une enquête réalisée par le service social HDP et relayée par les journaux mi-mars 2005, 99% des travailleurs concernés étaient des travailleuses, âgées de 18 à 62 ans, avec une majorité (56 %) de moins de 40 ans. Les travailleur/euses sont recruté/es large: ce sont des bénéficiaires de revenus d'intégration, (c'est ainsi qu'on appelle ces revenus en termes administratifs), des travailleurs sans allocations de chômage, des personnes à statut précaire sans revenus de remplacement, dont des travailleur/euses qui auparavant travaillaient au noir

Dans le "succès des TS" -ou plutôt l'augmentation de leur vente- on peut voir la volonté des acheteurs d'avoir accès à des services de proximité quitte à les payer (quand c'est pos-



sible). Et, naturellement ce type de demande risque d'augmenter au fur et à mesure que les services publics sont attaqués et que la flexibilité augmente... Mais, pour la promotion du produit, le prix des services est bien sûr l'argument fort. Après la déduction d'impôts de 30% prévue par le système, un coupon revient en effet à 4,70 euros... et tant pis pour la sécu. A la gloire des TS, on a aussi évoqué la création d'emplois (et on sait combien ça compte pour Monsieur le Premier Ministre actuel !), sous forme de services de proximité, et la lutte contre le travail au noir et la fraude sociale. Pourtant, d'après un rapport de Idea Consult pour 2005, seuls 3,1% des ménages belges (3,8% en Flandre, 2,5% en Wallonie, et seulement 1,5% à Bruxelles) utilisent les titres-services. Géographiquement, les régions riches de la Flandre-Orientale et du sud de la Flandre-Occidentale arrivent en tête. En queue de peloton se retrouvent les provinces de Liège et du Hainaut. Pour un système qui est censé lutter contre le chômage, il y a comme un petit problème quand on constate qu'il s'applique le moins dans les régions les plus concernées.

Au niveau des contrats, ce sont surtout les "vertus" des TS qui sont vantées aux travailleurs: vous êtes travailleur à temps partiel (et plus chômeur comme avec les ALE), vous recevez un salaire mensuel fixe et régulier, vous cotisez pour l'assurance maladie-invalidité, l'assurance chômage, la pension, les allocations familiales..., vous êtes couvert par l'assurance de votre employeur en cas d'accident de travail, et, après six mois de prestations avec un contrat à durée déterminée (CDD), vous aurez -on vous le promet !- un contrat à durée indéterminée (CDI au minimum à un mi-temps)... Alléchant, surtout pour certain/es évidemment... Mais à part cela ?

En termes d'emplois, on peut difficilement dire combien représentent toutes ces heures de travail déclarées. Le sociologue Jan Hertogen, ancien collaborateur de la LBC, la centrale chrétienne flamande des employés de la CSC, parle d'un volume de 10.759 "équivalents temps plein" ou de 15.371 emplois. Randstad (l'entreprise leader sur le marché de l'intérim) avance le nombre

de 25.000 emplois en extrapolant ses propres chiffres. Mais Certaines entreprises n'hésitent pas à "transférer" les travailleurs à statut ordinaire au statut qui est celui des travailleurs titres-services. Et encore faut-il voir ce que l'on entend par "emploi"...



Les revenus perçus par les travailleurs/euses en titres-services sont loin d'être faramineux. Avant les TS, certaines personnes complétaient leur chômage par des ménages prestés en ALE. Depuis 2004, ce genre d'activité ne peut être rémunérée que sous forme de titres-services, ce qui est financièrement moins intéressant; les travailleurs/euses en titre-service ne sont plus chômeurs/euses et ne perçoivent pas toujours les AGR (d'ailleurs rendues encore moins accessibles il y a peu).

Selon l'enquête de HDP publiée en 2005, parmi les travailleuses en titres-services, 5% seulement avaient un temps plein. Fin 2005, 60% des travailleuses/eurs en TS avaient un CDI. Selon un rapport de la FGTB publié en juin 2005, ¼ des travailleurs ne perçoit pas de salaire lorsque l'utilisateur est absent et, dans certains cas, la date du paiement du salaire est tributaire du moment où les titres-services sont fournis à l'agence intérimaire.

Il y a aussi une divergence de situations en fonction de la nature de l'entreprise agréée qui engage le/la travailleuse/eur en titres-services. D'après une enquête de Idea consult pour 2005, 41,5 % des

travailleurs titres-services sont engagés par des agences d'intérim et ne prestent que 27,7 % des heures totales prestées par toutes/tous les travailleuses/eurs en TS parce qu'ils et elles travaillent plus fréquemment à temps partiel (43,8 % des travailleurs qui prestent moins d'un tiers temps se retrouvent dans le secteur de l'intérim contre 7 % partout ailleurs (ALE, CPAS, asbl, entreprises d'insertion, sociétés commerciales traditionnelles)!

Pour couvrir les salaires, l'ONSS, l'encadrement, les déplacements et autres, les sociétés agréées qui engagent des travailleurs/euses en TS reçoivent actuellement 21 euros par titre-service (14,3 euros à charge des pouvoirs publics et 6,7 euros payés par l'utilisateur). Mais, parmi ses mesures budgétaires communiquées le 17 octobre, le gouvernement prévoit des changements avec les titres-services: une réduction de sa participation aux titres-services de un euro ! Ainsi, les sociétés agréées qui emploient les TS ne recevraient plus que 20 euros par titre service. Et il serait bien naïf de penser que ces entreprises agréées ne répercuteront pas cette réduction sur les travailleuses/eurs en titre-service. Or, il y a peu, les syndicats ont obtenu quelques avancées sur les conditions de travail en titres-services. En avril 2006, un premier accord sectoriel dans le secteur des titres-services a été signé, permettant aux travailleuses/eurs en titres-services de prétendre à une prime de fin d'année, à des frais de déplacement, à une formation de qualité, à une représentation syndicale et à une augmentation des salaires minimums. Plutôt que d'augmenter la ridicule participation (même pas 5 euros après déduction fiscale) des utilisateurs (généralement plutôt nantis), le gouvernement préfère mettre sous pression les avancées conquises.

Alors, pour le 11 novembre, bonne fête les femmes... et, comme cadeau du patronat et de l'Etat social actif, un titre service ça vous dit ... ? ■

* Au POS-SAP, la commission femmes s'appelle "Barby Illuminaty". Chaque mois (du moins on essaie), les Barby publient dans La Gauche un article collectif sur les mécanismes de l'oppression des femmes, l'histoire et les alternatives du féminisme, des thèmes actuels de femmes... Les suggestions de thèmes, les coups de pouce féministes sont toujours les bienvenus.

Contrairement au très fumiste "Jour d'Après" du réalisateur Roland Emmerich, "Une vérité qui dérange" constitue une excellente présentation du changement climatique. La force des images est époustouflante et le commentaire d'une grande qualité scientifique. Alors, ne boudons surtout pas ce film parce qu'il est l'œuvre d'un ex-vice-président des USA, ex-candidat à la présidence (contre GW Bush), ou sous prétexte que le battage médiatique le rendrait idéologiquement suspect. Profitons au contraire du battage pour contribuer à créer un vaste courant d'opinion autour de l'idée que le sauvetage du climat -dans la justice sociale- passe avant les impératifs de profit. PAR DANIEL TANURO

"Une VÉRITÉ qui DÉRANGE"

Allez voir le film d'Al Gore !

C'est peu dire que ce mouvement d'opinion est indispensable ! Sauver le climat implique de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60% d'ici 2050. Kyoto (5,2% de réduction) est un premier pas d'autant plus petit que, même si le Protocole était intégralement respecté, la réduction effective serait seulement de 1,7% pour les pays industrialisés dans leur ensemble (la différence découle du fait que les USA et l'Australie n'ont pas ratifié le texte). De plus, Kyoto est truffé de mécanismes néolibéraux. Alors que les solutions technologiques existent (renouvelables et réduction de la demande d'énergie), les lobbies économiques pèsent de tout leur poids pour que les objectifs, le rythme et les moyens de la lutte contre le réchauffement soient subordonnés à leurs intérêts. Pas question de toucher à la vache sacrée de la croissance capitaliste ! Les gouvernements s'alignent, au nom de la compétitivité. Du coup, nous risquons de sérieuses catastrophes: pénurie d'eau, famine, extension de certaines maladies, inondations côtières,... Ces fléaux menacent à moyen terme des dizaines de millions, voire des centaines de millions de gens... en plus de ceux qui sont déjà frappés aujourd'hui.

Le changement climatique est plus qu'une question "environnementale": une question sociale majeure. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sauver le

climat avec une population mondiale de 6 milliards d'êtres humains implique que les émissions soient ramenées autour de 0,5 tonnes de carbone par personne et par an avant la fin du siècle⁽¹⁾. Or, un Américain ou un Australien émettent en moyenne sept tonnes, un Belge ou un Danois quatre tonnes, un Mexicain une tonne, un Chinois un peu moins, et un Indien... 0,4 tonnes. Mais, derrière ces chiffres, c'est la question du droit au développement qui se profile. L'alternative, dès lors, est limpide: ou bien la solution sera solidaire, collective, humaine et pacifique... ou bien elle sera barbare, inhumaine, guerrière et égoïste.

La politique de Bush pousse clairement vers la deuxième solution. Certains "think tanks" conservateurs ont des projets à vous glacer le sang. Dans une étude sur les implications d'un changement climatique brutal pour la sécurité nationale des USA, deux "experts" écrivaient froidement que les Etats-Unis et à l'Australie "construiront probablement des forteresses parce que ces pays ont les ressources et les réserves permettant de réaliser leur auto-suffisance", tandis que tout autour "Les morts causées par la guerre de même que par la famine et les maladies (dus au réchauffement, DT) diminueront la taille de la population qui, avec le temps, se réajustera à la capacité de charge"⁽²⁾. D'autres "experts" envisagent tout simplement de compléter le marché des droits d'émission de gaz à effet de

serre par un marché des "droits de produire", soi disant parce que la "démographie galopante" des pays en développement serait une cause majeure de changement climatique...

Ces propositions extrêmes sont heureusement loin de faire l'unanimité, y compris aux USA. L'engagement d'Al Gore est justement révélateur de la profonde division de la classe dominante US sur la politique climatique. La ligne de Bush, en fait, est intenable. Une fois son mandat terminé, il est fort probable qu'un compromis interviendra entre l'UE et les USA. Mais ce compromis risque d'être encore moins bon que Kyoto, et encore plus néolibéral, de sorte qu'il n'offrira pas de véritable alternative. Il faut donc se mobiliser. Allons voir le film en famille, avec des amis, avec des camarades de travail, avec nos professeurs. Proposons que l'on discute du changement climatique et de ses implications dans nos syndicats, nos associations. Posons des actes collectifs et concrets. Réfléchissons aux revendications pour sauver le climat dans la justice sociale (les transports en commun gratuits, halte au just in time et à la flexibilité, une initiative publique d'isolation des bâtiments, la mise sous statut public des énergies renouvelables: on a le choix !). Tous ensemble faisons en sorte que la vérité climatique dérange... le néolibéralisme ! ■

(1) En tonnes de "carbone équivalent", c'est-à-dire en faisant comme si tous les gaz à effet de serre étaient du CO2 (le plus important de ces gaz), et en exprimant les quantités de CO2 en tonnes de carbone.

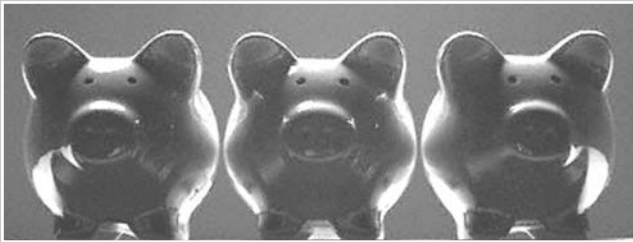
(2) "An abrupt Climate Change Scenario and its Implications for US National Security", P. Schwartz and D. Randall, oct. 2003. Le texte a été publié sur de nombreux sites, notamment celui de Greenpeace.



Début septembre, on apprenait que l'Administration fiscale, à la suite d'une erreur informatique, avait surévalué les recettes fiscales de près de 900 millions d'euros ! Pas de quoi s'inquiéter selon le ministre des Finances, qui annonce que le budget 2006 et le budget 2007 seront en équilibre. Mais comment ces "beaux" équilibres seront-ils atteints ? Malgré des discours rassurants, il apparaît clairement que ce seront une fois de plus les travailleurs qui devront se serrer la ceinture et mettre la main à la poche. Dans le même temps, les cadeaux fiscaux pour les nantis se multiplient.

PAR LIO BUENAFONTE

Une politique fiscale au service du capital privé



Une petite erreur isolée ?

Très rapidement après que le "scandale" du trou de 900 millions d'euros dans le budget 2006 soit révélé, les discours officiels se sont voulus rassurants en rappelant que les pouvoirs publics belges ne perdent pas d'argent dans cette "affaire" (argent indûment réclamé) et en parlant d'une "petite" erreur informatique sans grandes conséquences pour le contribuable belge.

Mais plus qu'une bourde informatique, il s'agit surtout d'une énorme erreur dans l'évaluation des rentrées fiscales. Le bel équilibre budgétaire présenté en juillet dernier est remis en question et il faudra, d'une manière ou d'une autre, corriger cette surévaluation. 900 millions d'euros, ce n'est pas rien, surtout quand il s'agit de boucler le budget 2006 et de réaliser celui de 2007 pour mi-octobre. A cet instant, on peut rappeler que la nouvelle régularisation fiscale - consistant à donner la possibilité au contribuable d'effectuer une déclaration spontanée, relative à des revenus qui n'avaient pas été déclarés et donc favorisant les fraudeurs - a rapporté moins de 10 millions d'euros à l'Etat, alors que la prévision était de l'ordre de 250 millions d'euros de rentrées pour 2006 ! Cette erreur n'est donc ni petite, ni isolée.

Une erreur sans conséquences ?

C'est avec une certaine nonchalance que Didier Reynders annonce que pour atteindre l'équilibre, il suffira de vendre

quelques biens immobiliers de plus. Si ce choix est un moyen efficace pour trouver des ressources supplémentaires à court terme, vendre un

bien public pour le louer par la suite est totalement inefficace et incohérent dans une perspective à plus long terme. Cela signifie que chaque mois, et ad vitam, l'Etat et donc les contribuables belges, devront payer un loyer aux nouveaux propriétaires des immeubles. Bref, ce choix revient tout simplement à faire payer aux travailleurs une rente supplémentaire aux détenteurs de capitaux.

Mais cette "erreur" va également signifier la compression de certaines dépenses publiques. Freya Van den Bossche, ministre du Budget a demandé à chacune des entités du pays de faire preuve de responsabilité budgétaire, en ne dépensant pas l'entièreté des moyens qui leur ont été accordés. Ainsi, le département Santé publique devra dépenser 20% de moins que ce qui avait été initialement budgétisé. Une erreur sans conséquence, ben voyons !

Une logique fiscale au service du capital privé

Inlassablement, on nous rappelle que les impôts sont trop élevés et qu'ils sont responsables de la crise économique et du chômage. Pour stimuler les investissements, la croissance et donc l'emploi, il faut absolument réduire les impôts. Mais on n'oublie de dire que les baisses d'impôts choisies profitent essentiellement aux couches les plus aisées: diminution de la progressivité de l'impôt des personnes physiques, diminution de l'impôt sur les bénéfices

des entreprises, aucun impôt sur les plus values boursières et quasi inexistant sur les fortunes, régularisation fiscale, amnistie fiscale, etc.

Par ailleurs, cette tactique est bien connue et largement appliquée par les néolibéraux. Dans un premier temps, on diminue les impôts (pour les riches), mesure assez "facile" à faire passer car l'idée générale est que tout le monde va un peu en profiter. Dans un deuxième temps, après avoir créé le déficit par cette diminution d'impôts, on dramatise la situation en affirmant que la population vit au dessus de ses moyens. Dans l'impossibilité de recourir à l'endettement public, critères de Maastricht obligent, il est alors impératif d'appliquer l'austérité budgétaire et de diminuer fortement les dépenses publiques. Conséquence directe, les services publics sont sous financés et fonctionnent "mal", ce qui augmente fortement la pression à leur privatisation, pour le plus grand plaisir des capitalistes.

Cette logique, encore présente dans les déclarations récentes de Didier Reynders concernant le Budget 2007, poursuit l'objectif politique de la marchandisation du monde et d'une constante diminution du rôle de l'Etat dans l'économie. Cette logique profite double-



ment aux capitalistes. Ces derniers voient leurs impôts diminuer et leurs opportunités de profit augmenter via le rachat d'entreprises publiques. Dans le même temps, les travailleurs voient diminuer leur accès à des services

publics de qualité tout en contribuant de plus en plus à la socialisation de la richesse produite.

Alors que le gouvernement belge met en place des régularisations fiscales qui récompensent les fraudeurs, la réguli-

sation des sans-papiers quant à elle, se fait toujours attendre. Une liberté totale pour les capitaux privés, et des centres fermés pour les victimes de la mondialisation, telle est la logique du gouvernement en place. ■

Une fois de plus, la gauche anticapitaliste et antinéolibérale en Belgique s'est présentée en ordre dispersé à un scrutin électoral. Ses résultats sont donc à l'avenant: sur les 12.000 conseillers communaux élus le 8 octobre dernier, 33 sont issus de ses rangs ou peuvent y être apparentés. C'est peu ! Néanmoins, il faut noter qu'ici ou là une série de listes récoltent des scores importants, ce qui démontre qu'un potentiel, pour l'instant local, existe bel et bien et, surtout, qu'il pourrait être démultiplié en cas d'unité. PAR ATAULFO RIERA

Bilan et leçons pour la gauche radicale

Si, en théorie, il est relativement plus facile de décrocher un élu aux élections communales qu'aux autres niveaux de pouvoir (du fait de la règle des 5% pour obtenir un élu parlementaire par exemple), ce scrutin est également celui où pèse le plus le poids du "vote utile", de la personnalisation à outrance et du clientélisme des grands partis traditionnels. De plus, à gauche de la "gauche", les enjeux strictement locaux sont souvent peu abordés, "l'engagement militant" se portant plus sur les grandes questions sociales, fédérales, et internationales. Pour les militant/es du POS, du MAS, du PC, du PTB et des listes alternatives locales, le défi était donc complexe. Petit tour d'horizon sur leurs résultats...

Le POS

Pour ces élections communales, le POS avait décidé de ne pas présenter des listes dans toutes les communes où il est présent, notamment pour consacrer son énergie à son XV^e Congrès national et aux initiatives unitaires où il est présent. De plus, dans le contexte actuel de la gauche, c'est-à-dire en l'absence de tout cadre unitaire global -notamment le refus, tout à fait justifié et correct, d'Une Autre Gauche (UAG) et du CAP (Comite voor een Andere Politiek) de ne pas se précipiter aux élections communales-grappiller quelques milliers de voix à côté et en rivalité avec des listes PTB, PC ou MAS n'a pas beaucoup de sens. Ceci étant, quelques exceptions étaient

admissibles: là où nous avons déjà des élus (Freddy Dewille, à Anderlues et Jean-Paul Martens à Zaventem), là où nous avons été sollicités par d'autres et acceptés (Saint-Nicolas, Leuven) et, enfin, là où des expériences et des initiatives locales de listes alternatives intéressantes et crédibles existaient (Malines, Forest). Bref, au total, une dizaine de camarades du POS étaient ainsi tout de même présent/es sur six listes électorales⁽¹⁾.

Résultats: nos deux camarades ont été réélus, ce qui confirme leur ancrage local. La liste "Gauche" de Freddy Dewille à Anderlues recueillant 7,48% des voix et le cartel Leef-Sp.a-Groen! à Zaventem avec 14,22% et 4 élus, dont Jean-Paul Martens. A Malines, la liste alternative de gauche Vanonderuit!, initiée par notre camarade Bruno De Wit obtient 1,44%, tandis que la liste Alternative Forestoise, où deux camarades du POS (3^e et 19^e) étaient présents, recueille 3,6% et rate de peu un élu. Des scores toutefois significatifs et qui permettent de donner une base suffisante pour poursuivre ces expériences locales.

A Saint-Nicolas, notre camarade France Arets était 13^e candidate sur la liste Ecolo tandis qu'à Leuven Martine Oosterlinck, David Dessers et Jimy Crispeyn étaient présents, en bloc, sur la liste Groen! Leur candidature était clairement indépendante et affichée. A Saint-Nicolas, le POS a distribué 7.000 tracts appelant à voter pour France. A Leuven 20.000 tracts

étaient diffusés et nos camarades ont également été invités à parler dans les tribunes publiques électorales au même titre que les représentants de Groen!

Au total, ce sont 1.572 voix qui se sont portées sur les dix candidat/es du POS dans ces différentes listes, soit une moyenne de 157 voix par personne. A noter que, outre les scores de préférence importants de Freddy Dewille (206 voix) ou de Jean-Paul Martens (269 voix), nos trois camarades de Leuven réalisent un score cumulé important (notamment Martine Oosterlinck avec 378 voix, bravo à elle): près de 800 voix à eux trois, soit près de 10% des résultats totaux d'une liste de 45 candidat/es.

Le Parti communiste

Le PC francophone avait décidé d'être activement présent aux élections communales, mais cela ne s'est traduit exclusivement qu'en Wallonie et sur une quinzaine de listes, sous des formes très variées: des listes alternatives locales (Gauche Unie à Marchin, 4,27%; Ecola à Trooz, 18%; UPM-ADC à Manage, 18,7%; Courcelles, 6%); des listes PC (Liège, 1,3%; Seraing, 3,5%); avec des candidats sur des listes PS (Tournai et ailleurs); en cartel ou avec des candidats sur des listes Ecolo (Charleroi, La Louvière, Saint-Nicolas); en cartel avec le PS-Ecolo (Le Roeulx); des candidats sur des listes PTB (Herstal) ou en cartel PC-PTB-Mouvement socialiste à Flémalle (Liste

Alternative, 5,4%).

Les résultats sont donc très bons dans les listes alternatives des petites localités et en cartel de gauche, moyens mais honorables avec les listes "PC" seul et mauvais ou en recul avec les listes Ecolo. Ainsi, à La Louvière, le PC s'était divisé: une partie de la fédération soutenant le cartel avec Ecolo et l'autre - dont le président du PC, officiellement "exclu" depuis- soutenant la liste initiée par des syndicalistes, UDSC, qui obtient un très bon score avec 5,81%, 2.504 voix et 2 élus, dont Roger Leclercq, délégué principal Duferco.

Au total, le PC obtient dix élus: un à La Louvière sur la liste Ecolo (Jean-Pierre Michiels); un à Courcelles sur la liste communiste locale UCPW (Union communale progressiste et wallonne), (Robert Tangre); un au Roeulx sur une liste de cartel (UDP-PS-ECOLO) (Marcel Couteau); un à Tournai sur une liste PS ouverte aux communistes (Pierre Bal,

échevin sortant); une sur la liste Ecolo à Charleroi (Malika El Bourezgui); trois élus à Manage sur la liste UPM-ADC (à noter que José Vermandere, MOC et un des fondateurs de l'appel des 600, y est élu); deux élus à Trooz sur la liste Ecova (André Dombard et Henri Mottet).

Le MAS

Le MAS avait décidé de mener une campagne électorale partout où il est présent, cette fois-ci sur dix communes avec 68 candidat/es. Il recueille un total de 2.962 voix, avec une moyenne de 0,45% des votes par liste.

A noter que la présence d'autres listes de gauche ayant plus de "poids" ne les dérange absolument pas pour se présenter (Liège: PC et PTB ; Malines: Vanonderuit; Gand, Anvers, Schaerbeek et Saint Gilles: PTB). Le but du MAS n'est pas précisément de gagner des élus, ni de présenter des listes "crédibles" mais bien de mener une campagne propagandiste. C'est un choix, certes, mais qui ne

fait que renforcer la division et la dispersion des voix à gauche pour un résultat médiocre alors que l'heure est à la construction d'une initiative politique unitaire.

Le PTB

Une fois de plus, le PTB avait mis tout le paquet financier et militant pour ce scrutin. Il s'agissait d'un test important pour le PTB qui prétend avoir opéré un "tournant" radical en 2004 et serait devenu un "nouveau PTB". Cette nouvelle orientation s'est traduite par une orientation "parti de masse", avec un seuil de recrutement minime (2.600 membres revendiqués aujourd'hui) et un profil idéologique également à voilure réduite (refus de se considérer comme étant de la "gauche radicale", discours "populaire" mais "sans extrémisme"). Tout cela a été réalisé sans rien abdiquer de leur stalinisme idéologique et fonctionnel, en offrant ainsi une image extérieure "soft" et un noyau interne "hard". Cette opération a été réalisée

Le fut'URN' isme, ça vous botte ?

"Une erreur (humaine) dans le processus de cryptage a fait en sorte que les disquettes générées dans un premier temps étaient associées au mauvais mot de passe et qu'il était dès lors impossible de faire communiquer les 4 PC entre eux. Il a fallu générer d'autres disquettes en suivant une procédure très stricte (à Namur), trouver un chauffeur pour les ramener dare-dare à Liège, etc..." (O.Fabes, datanews, 9 octobre 2006.)

Disquettes, cryptage, PC, mots de passes, connexions GPRS, Mobistar, Proximus ... Le vote automatique se répand en Europe et en Belgique. En Belgique, ça fait quinze ans que des électeurs et électrices doivent participer à l'épopée du système automatisé (électronique). Mais, comme viennent encore de l'indiquer les experts de l'OSCE chargés de faire un rapport sur la question, la Belgique n'a mis en oeuvre aucune des mesures recommandées pour garantir la validité des techniques et procédures.

Pourtant, lors des élections qui viennent d'avoir lieu, 44% des électeurs (100% à Bruxelles, 49 % en Flandres, 22% en Wallonie) étaient concernés, et ce sans qu'il y ait de véritable bilan au point de vue législatif depuis 1991. Ce système de vote a également fait couler de l'encre en France à l'époque du référendum (c'était si difficile que cela à dépouiller ?), aux USA (le Congrès américain a décidé de passer au HAVA, Help America Vote Act, le système automatique, dans la foulée des élections présidentielles controversées de 2000). On mesure mieux les enjeux via ces deux exemples... ou quand on pense à la commune d'Anvers où il y a eu des bouffées de chaleur... suite à quelques "couacs new age".

Alors, suffit-il de donner aux "novices" des cours d'utilisation du matériel (on en trouve sur le net ou dans les journaux) ? Evidemment non ! Il nous faut plus: des garanties ! Avec le vote automatisé, on n'a pas actuellement en Belgique de preuve de notre vote mais, surtout, le dépouillement échappe au contrôle de la population, il devient technocratique... et enfin, les électeurs et électrices votent comme s'ils achetaient un chat dans un sac: ils n'ont pas le contrôle du système de vote qu'ils utilisent, pas de garantie quant aux urnes électroniques fournies par les sociétés spécialisées qui ont remporté le juteux marché du vote automatique... (Stesud, Digipolis, Telindus...)

Lors des élections du 8 octobre (mais déjà auparavant), des erreurs de procédures ont été commises et des recours au Conseil d'Etat ont été introduits. Un petit extrait de journal relatant l'épopée du vote new age à Liège: "Alors, pourquoi ce système ? Moins cher ? Les évaluations qui ont été faites indiquent que c'est le contraire !" Notre conclusion: il faut refuser le système automatique tel qu'il est imposé à de plus en plus d'électeurs et électrices. Il instaure un recul démocratique, il n'est pas transparent, il comporte trop de risques de manipulations, d'erreurs, de fraudes ! Et si vous ne faites pas encore partie des cobayes, pensez que cela peut bientôt vous arriver: protestez ! Et visitez sans tarder le site www.poueva.be de l'association "Pour une Ethique du Vote Automatisé", animée par Michel Staszewski et qui regroupe entre autres plusieurs informaticiens. Vous y trouverez plein d'infos et de nombreuses propositions d'actions... N'attendez pas les prochaines élections pour agir... Le droit de vote nous appartient ! ■

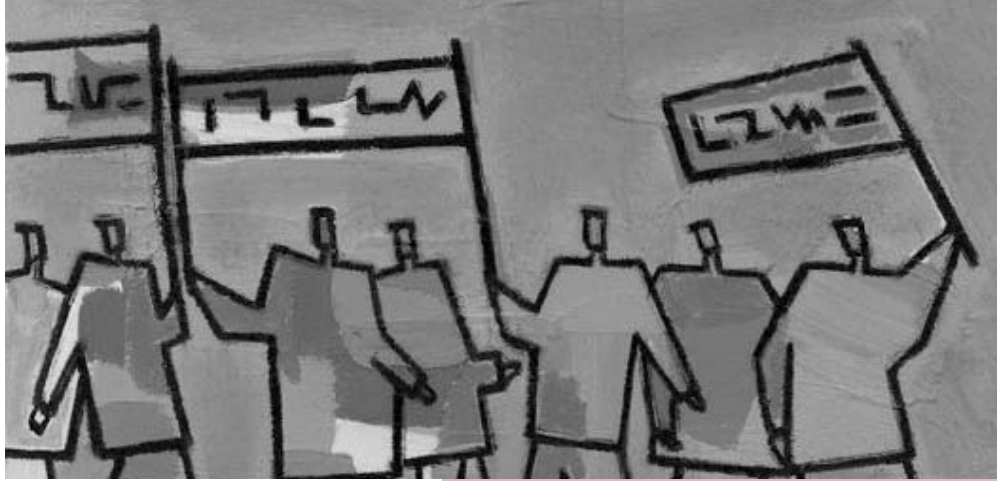
D. WAROQUIEZ

dans l'espoir affiché d'atteindre rapidement une "percée historique" et des résultats électoraux similaires à ceux du SP hollandais. Au vu de ces efforts et d'un tel objectif, les résultats du 8 octobre ne sont pas exactement à la hauteur de ces espérances, mais ils ne sont pas du tout négligeables.

En Belgique francophone, les deux conseillers communaux sortant du PTB à Herstal sont réélus (avec près de 10%), mais le PTB avait concentré toutes ses forces afin d'obtenir un troisième élu. Il obtient malgré tout un nouvel élu, mais à Seraing (avec 5 %) et ce malgré la concurrence de la liste PC; et un autre à La Louvière (avec 4,24 %), malgré la concurrence de la liste UDSC et Ecolo-PC. A Liège (1,45%) et Charleroi (2,10%), ses résultats sont en progrès par rapport à 2000, bien que cela ne permette pas d'obtenir de siège. A Charleroi, les sondages donnaient pourtant 4% et un élu et à Liège un triplement par rapport à 2000, ce qui n'a pas été le cas.

En Flandre, le PTB obtient ses scores locaux les plus importants : 8,33% à Lommel (un élu) ; 5,5% à Genk (un élu); dans les districts anversois de Deurne (4,43%, un élu) et Hoboken (8,27% et deux élu, qui bloquent la majorité pour le VB). Mais le résultat anversois global n'est pas du tout aussi spectaculaire qu'annoncé (3,5% selon les sondages) et espéré par le PTB puisqu'il stagne: 1,79% et 4.847 voix en 2000 et 1,85% et 5.225 voix en 2006. Ses résultats dans d'autres villes importantes ou moyennes (Gand, Malines, Leuven) ne sont pas remarquables. Le résultat le plus spectaculaire -où l'ont peut parler d'une percée locale historique- est réalisé dans la petite localité de Zelzate, près de Gand, où il passe de 12,79% (2000) à 21,67% et décroche ainsi six sièges d'un seul coup !

A Bruxelles par contre, le PTB stagne nettement: ses cinq listes avaient fait 2.007 voix en 2000, elles en ont 2.225 en 2006. A Schaerbeek, où il espérait un élu (et un sondage le créditaient de 3,5%), c'est au contraire un recul de près de moitié qui s'est produit ! (de 2,11% en 2000 à 1,23% en 2006). A Molenbeek, où un autre élu était attendu, sa pro-



gression est faible (de 2,17% en 2000 à 2,86% en 2006).

Bilan global pour la gauche radicale

Au total, les voix portées sur des listes ou des candidats de la gauche radicale s'élèvent à plus ou moins 40.000 et elle obtient 33 élus (PC: 10; PTB: 15; POS: 2; autres: 6⁽²⁾).

Ces élections n'ont pas démontré qu'il existe un "boulevard électoral" à la gauche des PS et des Verts. Suite au Pacte des générations et aux scandales, la social-démocratie n'a pas été sanctionnée comme elle méritait. Malgré tout, certains scores démontrent qu'un tel espace, limité localement, existe bel et bien. Un potentiel qui pourrait être clairement décisif si la gauche de la gauche était unie. Les exemples frappants de ce potentiel et du résultat que pourrait avoir l'unité ne manquent pas: à Seraing, le scores cumulés des listes PC et PTB sont de 8,50%. A La Louvière, les listes UDSC et PTB font 10% ensemble, soit plus qu'Ecolo ou l'extrême droite ! Sans oublier les résultats parfois spectaculaires obtenus par le PTB seul ou des listes alternatives où étaient présents le PC ou le POS.

De tels résultats plaident plus que jamais pour la construction d'une alternative unitaire et large qui permette de rassembler toutes les forces de la gauche radicale, mais surtout au-delà car le but n'est pas que l'une ou l'autre d'entre elles ne tire la couverture à soi, ou ne constitue un "front large" qu'à partir d'elle-même, en subordonnant les autres. ■

(1) Aux élections communales de 2000, le POS présentait plus d'une quinzaine de camarades sur 12 listes.

(2) 2 Leef ! à Herzele, 2 UDSC à La Louvière, 2 UPM-ADC-Manager.

Percée ?

Malgré une campagne impressionnante, le bilan du PTB est donc contrasté. Il proclame malgré tout qu'il a réalisé une "percée" en passant de 5 à 15 élus et de 3 à 8 communes. C'est effectivement une progression très significative - et dont il faut se réjouir - mais certainement pas une percée généralisée, ni en termes d'élus (six des dix nouveaux élus se concentrent dans une seule petite commune), ni en termes de votes, et encore moins au regard de la force militante qu'il proclame et des attentes. En 2000, les 23 listes du PTB totalisaient près de 20.000 votes avec une moyenne. En 2006, il y avait 900 candidat/es sur 37 listes (dont les neuf du district d'Anvers; une en cartel et une liste locale sans étiquette PTB, Aktief, à Lommel) qui récoltent au total près de 30.000 votes. De plus, là où il réalise ses percées les plus spectaculaires, le PTB le doit en bonne partie - et c'est méritoire - au travail de ses médecins et de ses maisons médicales. Sur les six élus obtenus à Zelzate (13.000 habitants), quatre sont médecins dont deux, placés en fin de liste, ont dépassé tous les candidats les précédant grâce à leurs voix de préférence. Mais de telles percées semblent limitées à des petites communes: sauf à Seraing et à La Louvière, ses résultats dans les grosses communes bruxelloises, où de telles maisons existent également, prouvent qu'il a plus de difficultés à y percer. Autre élément à tenir en compte pour le PTB, notamment en perspective des législatives de 2007, de bons scores électoraux locaux ne se traduisent pas forcément, comme une tâche d'huile, à un niveau "supérieur" (élections fédérales, régionales, européennes), d'autres éléments entrent alors en ligne de compte dans les choix des électeurs/trices. ■

En décembre 1956 était diffusé le numéro de lancement de La Gauche et le numéro un paraît le 19 janvier 1957. Pourquoi ce journal et par qui ? PAR GEORGES DOBBELEER*

56-65

LES DÉBUTS



Son lancement a été rendu possible par la volonté conjointe du courant renardiste et du courant trotskyste dans le mouvement ouvrier en Belgique.

Dans le numéro quatre du journal, Ernest Mandel écrivait "il faut abattre les féodalités financières". Dès les premiers numéros sont mises en avant d'autres revendications: Jean Van Lierde réclame le statut des objecteurs de conscience. Pierre Le Grève expose l'idée généreuse de "l'école unique pour tous" dans l'enseignement, Ernest Glinne un peu plus tard réclamera la liberté de presse puis l'indépendance du Congo.

André Renard, sous l'occupation nazie, avait réussi à reconstituer une force syndicale clandestine qui dès mai 1941 organisait "la grève des 100.000" contre la baisse du niveau de vie. De 1944 à 1950, il structura une force syndicale basée tout d'abord sur les métallurgistes liégeois et fit de la grève générale de juillet 1950 contre le retour du roi Léopold III, l'esquisse d'une révolution socialiste.

"L'année 1959"

Après la victoire de la grève des métallurgistes de juin 1957 qui obtint le double pécule de vacances, la lutte dramatique des mineurs borains de février 1959 entraînera une rupture idéologique entre Renard et l'équipe de La Gauche. Après avoir envisagé une grève générale pour soutenir les mineurs Renard fera volte-face et cessera de soutenir "La Gauche" dirigée par Mandel et Yerna.

Les trotskystes belges, après le 3ème congrès mondial de la IVème Internationale en 1951 pratiquaient "l'entrisme" dans le PSB et cherchaient à y constituer une aile gauche. Un premier succès de cette action fut la prise de direction et la radicalisation des jeunesses socialistes, les JGS, dès 1954, avant tout grâce à Emile Van Ceulen. Nous n'étions qu'une poignée à Bruxelles et dans le Hainaut et n'avions plus aucun militant à Liège avant 1953. Nous avons mis à l'avant-plan du programme d'action des JGS l'antimilitarisme, l'opposition à l'OTAN et la solidarité internationaliste envers les révolutions du tiers-monde.

Mais même si Renard adhère en mai 1960 à "l'accord de programmation sociale" liant patronat et syndicat, il apparaîtra aux yeux des travailleurs comme le dirigeant de la "grève du siècle", la grève générale de décembre 1960-janvier 1961 contre la "loi unique" du gouvernement Eyskens.

À Bruxelles, Pierre Le Grève, qui allait gagner la direction régionale du syndicat CGSP de l'enseignement, fondait aussi un comité de solidarité active avec la révolution algérienne.

D'énormes mobilisations ouvrières avaient préparé cette grève et "La Gauche", diffusée à des milliers d'exemplaires, proposait d'emblée une "marche sur Bruxelles" qui aurait été victorieuse et pouvait créer une situation pré-révolutionnaire. Renard n'utilisa pas son prestige pour agir dans ce sens mais créa le "Mouvement populaire wallon" pour réclamer l'instauration du fédéralisme en Belgique. Le M. P. W. protégea les travailleurs wallons de la démoralisation en 1961 mais n'eut qu'une efficacité limitée. Il servit de prétexte en décembre 1964 à la direction du PSB pour exclure du parti les militants du M.P.W. comme Yerna et les rédacteurs de "La Gauche".

Mandel et "La Gauche"

Mais c'est surtout le rôle d'Ernest Mandel qu'il faut souligner. Journaliste et économiste il s'était lié à Jacques Yerna, et à travers lui au syndicalisme de Renard. Il fut l'un des rédacteurs du "programme des réformes de structures économiques" adopté au congrès national de la FGTB en 1956, qui réclamait le contrôle des holdings.

Rupture avec le PSB

En janvier 1965 nous parvenons cependant à créer à Bruxelles la structure de l'"Union de la Gauche socialiste" et en Wallonie le "Parti wallon des travailleurs". Les trotskystes dirigent ces deux partis frères mais à Liège François Perin créera la scission en fondant un "Parti wallon" avant de rejoindre le parti libéral.

À la fin de 1956 Mandel obtient l'appui concret de Renard et aussi le patronage de Camille Huysmans et de plusieurs députés du PSB pour créer "La Gauche". Son numéro de lancement précisait "Le journal dénoncera l'exploitation de l'homme par l'homme, l'asservissement d'une collectivité par une autre, le maintien des privilèges, l'absurdité du militarisme. Il sera partout et toujours du côté du progrès et de la révolution".

Le succès électoral des nouveaux partis fut modeste et malgré un énorme effort de mobilisation de nos cama-



rades et la diffusion soutenue de "La Gauche" devenue l'organe du PWT et de l'UGS, le recul de notre influence s'accroît lentement.

Les succès des JGS, créateurs d'une "marche anti-atomique" annuelle et d'une manifestation internationale à Liège en 1966, en solidarité avec la révolution vietnamienne annonçaient le formidable mai 68 parisien suivi d'un petit éveil des étudiants en

Belgique en 1968 et 1969.

Sous la pression de cet éveil, fut décidée la fusion des petits partis et de la JGS et la création en 1971 de la "Ligue révolutionnaire des travailleurs" (LRT) qui sera ouvertement la section belge de la IVème internationale. Les luttes ouvrières se poursuivirent tantôt avec succès comme celle des verriers de Charleroi, tantôt avec échec comme celle des sidérurgistes de Cockerill.

Écho des luttes mais aussi acteur du combat, "La Gauche" poursuit son activité. Elle n'a pas cessé jusqu'aujourd'hui. ■

* Membre de la Quatrième Internationale depuis 1953, fondateur de "La Gauche", syndicaliste et militant du POS

ERNEST MANDEL SUR LA GAUCHE

L'histoire de La Gauche est intimement liée à l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte de classe en Wallonie et à Bruxelles (...). Nous n'avons cessé d'être une minorité plus ou moins réduite au sein de cette classe ouvrière. Mais nous pouvons affirmer que la naissance et les vicissitudes de La Gauche sont liées aux hauts et bas de la lutte de classe dans ce pays. Notre courant a essayé d'influencer la marche réelle de cette lutte de classe dans un sens qui correspond aux intérêts historiques autant qu'immédiats de la classe ouvrière.

(...) Le noyau dur de La Gauche se retrouva hors du PSB (en 1965 NDLR), et s'orienta vers la création d'un parti socialiste de gauche confédéral. (...) La base propre de La Gauche se dispersa. L'UGS (Union de la gauche socialiste) bruxelloise qui avait obtenu un élu à la Chambre, notre camarade Pierre Legrève, grâce à un cartel avec le Parti Communiste connut un sort similaire, parallèlement à l'ascension du FDF. Aux élections législatives de 1968, la base électorale du PWT, de l'UGS et des socialistes de gauche flamands se réduisit à des dimensions groupusculaires. Le recul de notre courant refléta celui du mouvement ouvrier et de la lutte de classe dans tout le pays, avant tout en Wallonie. (...)

Mais on a tenu le coup. Et notre nouvel essor, une fois de plus, épousa la courbe de la lente remontée de la lutte

de classe et du mouvement ouvrier dans son entièreté. A dater de la grève des mineurs du Limbourg de 1970, cette remontée se cristallise. Une nouvelle et jeune avant-garde ouvrière apparaît peu à peu: grève chez Caterpillar, grèves de secteurs jeunes de la métallurgie liégeoise, grèves auto-gestionnaires dans le Brabant wallon, mais surtout les grèves de Glaverbel où notre courant joue un rôle important. Nous démontrons que la lutte contre le chômage et la perte d'emploi est possible, surtout grâce à l'arme du "contrôle ouvrier" et de "l'organisation démocratique de grève".

Des combattants de premier plan de ce nouveau printemps de la lutte de classe se retrouvent dans les rangs de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs née d'une fusion du PWT, de la JGS (Jeune Garde Socialiste), de l'UGS et de la Section belge de la IVème Internationale. La LRT rejoint la IVème Internationale mettant un point final à une évolution politique et doctrinale, qui n'avait plus depuis des années de divergences importantes avec le marxisme révolutionnaire. Et grâce à cette fusion, un sang neuf ranime le journal et son courant.

Encore une fois, le départ est laborieux, difficile même. L'entreprise semble un instant au bord de l'échec. Mais les événements aidant, l'expérience confirme bientôt la justesse de l'orientation. Les erreurs infantiles,

sectaires et doctrinaires sont rapidement corrigées. La Gauche, organe de la LRT redevient de plus en plus ce qu'elle avait toujours été: un organe dans lequel les travailleurs les plus combattifs se retrouvent, dans leurs préoccupations et leur combat, rencontrent sous une forme systématique et programmatique ce qu'ils ressentent et désirent instinctivement. Cette fois-ci, l'équipe est politiquement homogène. Les ambiguïtés sont écartées. Le journal sert une entreprise organisationnelle précise: la construction d'un parti révolutionnaire, outil indispensable pour éviter de répéter les défaites passées, préparer la révolution socialiste et assurer les victoires futures.

C'est la construction, avec succès, du bastion rouge. C'est la stabilisation de la situation financière. C'est la mise sur pied de notre propre imprimerie qui permettra, après notre fête de la presse, la parution hebdomadaire sur 12 pages, avec une présentation nettement améliorée, à partir de janvier 77. (...)

Ce n'est encore qu'un début. Mais le bilan démontre que nous n'avançons plus à reculons. Le reste dépend de la formation politique des militants, des progrès de la révolution socialiste en Europe et surtout, surtout, des progrès de notre classe ouvrière et de notre union intime avec elle. ■

LA GAUCHE, 15/12/1976

ANNÉES 70

UNE IDÉE DEVENUE INSTRUMENT

Les chemins de La Gauche de Links (son équivalent flamand) se séparèrent au milieu des années 60. En Belgique francophone la situation était relativement simple, même si les mandataires qui avaient toujours soutenu La Gauche (dont Ernest Glinne) optèrent pour la sécurité de la maison mère. Chez Links, l'absence d'un organe de presse propre représentait un problème pour la minorité. Si en Wallonie et à Bruxelles, le Parti wallon des Travailleurs et l'Union de la Gauche socialiste avaient été créés avec La Gauche comme organe de presse, en Flandre il fallait repartir à zéro. L'ancienne minorité de Links créa le "Socialistische Beweging Vlaanderen" (SBV, le Mouvement socialiste de Flandre) qui reposait sur deux noyaux: l'un à Anvers, l'autre à Gand. Ce mouvement bénéficiait du soutien de la JGS.

Leuven Vlaams

A cette époque, la Flandre était mouvementée autour de l'université de Louvain. Les évêques maintenaient leur position rigide: Louvain ne serait pas divisée. En 1966, les étudiants et les écoliers protestèrent massivement. Nous étions au cœur du mouvement étudiant. Nous sentions qu'il fallait prendre l'initiative nous-mêmes et accentuer le caractère démocratique de nos revendications, en Flandre comme du côté francophone. Ce fut une réussite, malgré les moyens médiatiques très limités. Nous faisons le lien entre le mouvement des étudiants et les travailleurs. Dans le mouvement ouvrier aussi la sauce commençait à prendre avec beaucoup plus d'actions spontanées et de nouvelles formes d'organisation, comme les comités de grève. Cela augmenta la pression sur les directions syndicales et créa un espace qui nous permit d'intervenir. Il y eut aussi Zwartberg, où la police tua deux mineurs en octobre 1966, lors d'une protestation contre la fermeture de la mine.

Et puis vint le Vietnam. Les manifestations contre la guerre se succédaient. Nous lançons avec succès des mots d'ordre de soutien au Viêt-Cong, en opposition aux slogans mous comme "paix au Vietnam".

Heureusement nous n'étions pas seuls sur tous ces terrains. Le besoin d'un organe de presse comme instrument dans les entreprises, dans les écoles, les universités et lors des manifestations se faisait sentir de plus en plus. Par notre action sur le terrain, nous étions en contact avec des militants du mouvement flamand, comme Antoon Roosens qui avait organisé la deuxième marche sur Bruxelles et qui essayait de créer une union de la gauche

au nord du pays. Ce rapprochement menait à une fusion de courte durée: celle des socialistes révolutionnaires autour de l'hebdomadaire Rood.

Le Vietnam, Prague, Paris

Le nom du journal fut vite trouvé : Rood. C'était évident, surtout en 1968 ! La lutte pour Leuven Vlaams, mai 68, l'offensive Têt au Vietnam et le printemps de Prague qui montrait des fissures dans le stalinisme... Subsistait pourtant un problème: comment produire un journal avec si peu d'expérience? Le tout jeune Rood ne manquait cependant pas de sujets, ni de collaborateurs. De nombreux militants dont certains ont fait une carrière journalistique par la suite, aidaient à la production : rédaction des articles, corrections, mise en page, vente du journal et abonnements.



La grève des mineurs

Rood était prêt lorsqu'une grande grève des mineurs éclata dans le Limbourg, durant l'hiver 1970. Les directions syndicales refusaient de reconnaître la grève et les mineurs créèrent leur propre comité de grève. Celle-ci allait durer quatre semaines et des dizaines de nos militants allaient se trouver au premier rang pour aider à organiser les piquets, à rédiger les tracts, à écrire les communiqués de presse, etc. La JGS faisait partie du comité et Rood était un des instruments des grévistes. La grève ne finit malheureusement pas par une victoire. Les mineurs durent se contenter de moins de 15% de leurs exigences.

Après la grève du Limbourg, vint le temps de la réflexion sur l'avenir du journal Rood. Rood/La Gauche devait être un journal d'action portant un regard marxiste-révolutionnaire sur les événements et une attention particulière à la théorie. Sur le terrain de la lutte ouvrière, nous avions acquis pas mal d'expérience, mais nous ne savions pas bien comment la capitaliser. Nous sentions que Rood/La Gauche était le moyen adapté pour rassembler nos militants, pour provoquer des discussions autour d'articles parus. Entre temps, un peu dans l'euphorie de notre lutte réelle sur le terrain, nous avions créé la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs.

La LRT

Nous avions l'illusion que nos contacts dans le monde des travailleurs étaient un bon début pour un petit parti révolutionnaire. Au début des années 70, la lutte de classe était quelque chose de très concret: grèves, occupations d'entreprises, comités d'action, actions larges de solidarité

avec des grévistes à Gand, Anvers, etc. Rood/LaGauche reflétait cette augmentation de nos interventions dans le mouvement des travailleurs.

La question écologiste devint de plus en plus importante, tout comme le féminisme. Depuis les années 60, de nombreuses militantes femmes nous firent comprendre que la lutte pour le socialisme et le féminisme étaient inséparables. Le rédaction de Rood/LaGauche restait néanmoins plutôt l'œuvre d'hommes mais la lutte féministe devenait un sujet important traité dans notre presse. Les hommes

prirent conscience qu'ils devaient être féministes, qu'ils devaient s'opposer au machisme. A cette époque-là, ce n'était pas du tout évident. La solidarité avec la lutte des communistes vietnamiens, avec les Palestiniens, avec d'autres mouvements anticoloniaux est toujours restée un des points clés de Rood/LaGauche. Mais lorsque survint en 1973 la soi disant "crise du pétrole", le capitalisme international commença à se remettre en selle. Et le mouvement ouvrier se retrouva de nouveau sur la défensive. ■

PAR FREDDY DE PAUW ET HARRY MOL

ANNÉES 80 LA GAUCHE ET LE MOUVEMENT DES FEMMES: UNE RELATION COMPLEXE

Dans les années '70 et '80, La Gauche avait une présence de premier rang dans la lutte des femmes, pendant la période de gloire de la deuxième vague féministe et du mouvement autonome des femmes (qui n'est pas lié à aucun parti). La Gauche abordait chaque thème, était vendue à chaque mobilisation, rapportait chaque événement. Bref, en tant qu'organe de presse d'un parti, La Gauche donnait expression à l'implication de la LRT (Ligue Révolutionnaire des Travailleurs) et plus tard du POS dans le féminisme.

Cette implication était politiquement évidente. La Quatrième Internationale était le seul courant révolutionnaire qui avait au moins une théorie de la lutte autonome des femmes et de sa signification dans la lutte révolutionnaire. Pour la synthétiser en un slogan: pas de féminisme sans socialisme, pas de socialisme sans féminisme. La lutte des femmes contre leur oppression est un combat spécifique contre le système dominant qui peut emporter des succès partiels à l'intérieur de ce système -par exemple la lutte pour la dépénalisation de l'avortement, la lutte pour l'égalité salariale... Cependant, l'égalité entre femmes et hommes ne peut être atteinte à l'intérieur du système capitaliste, qui est fondé sur l'inégalité et l'exploitation. La lutte féministe et la lutte des travailleurs sont donc des alliées anticapitalistes potentiels, même s'il ne manque pas d'antagonismes entre elles (les travailleurs oppriment aussi des femmes). Mais il y a plus: les objectifs féministes de transformation fondamentale des relations humaines forment une contribution essentielle à la société socialiste. En opposition au PC et AMADA (devenu plus tard TPO puis le PTB), qui prônaient que le féminisme est bourgeois et sème la discorde dans les luttes des travailleurs, la LRT choisissait de ne pas

construire sa propre organisation des femmes, de ne pas publier un journal féministe propre. Les militantes féministes du parti s'engageaient dans le mouvement femsoc (féministe socialiste) et dans son journal "Schoppenvrouw" (NDLR: jeu de mot intraduisible: "dame de piques", ou "femme qui donne des coup de pied"). Au niveau interne, le parti ne disposait que d'une commission femmes, qui traçait la ligne politique féministe.

La Gauche était, à côté des tracts et brochures occasionnels, l'outil pour publier régulièrement les points de vue féministes du parti dans et hors du mouvement féministe.

La Gauche défendait en même temps que la libération des femmes est partie intégrante du programme et des préoccupations du parti. Voilà un message important en direction du cercle large des lecteurs, pour qui La Gauche voulait aussi être un lien entre idéologies et pratiques politiques. Le constat que La Gauche a accordé beaucoup d'attention à la lutte des femmes est positif en soi. Mais une autre paire de manches est de savoir si les militantes ont toujours compris ou perçu les choses de cette manière dans le mouvement des femmes ?

En effet, la LRT/POS avait une relation complexe avec le mouvement des femmes. Beaucoup plus complexe que celle du PTB ou du PC ou d'autres partis politiques qui étaient directement présents à travers leur propre organisation de femmes et souvent avec leur journal de femmes propre, sans devoir se soucier du mouvement autonome des femmes. Cette complexité, qui se traduisait à travers la double loyauté des militantes du parti et de La Gauche a inévitablement été perçue comme duplicité à certains moments. A propos des débats de fond, il n'y avait

pas de divergences sérieuses entre le parti et le mouvement femsoc. Le résultat paradoxal était que certains reprochaient une autonomie factice au mouvement femsoc. Sur les questions tactiques, il y avait des divergences, ce qui peut s'expliquer par la priorité que le parti donnait aux mobilisations (de masse). Un exemple: la plate-forme "Femmes contre la Crise", une initiative du mouvement femsoc du début des années '80, reprenait la revendication "Avortement hors du code pénal". Cela excluait de facto le mouvement ouvrier chrétien de la mobilisation. Cela créait des débats difficiles entre certaines militantes femsoc et les militantes du parti, débats que les dernières

ont emportés. Le résultat était une mobilisation magnifique des Femmes contre la Crise l'année suivante, avec une présence remarquable de La Gauche. Mais cela alimentait aussi le reproche que le parti instrumentalisait le mouvement femsoc pour atteindre ses propres objectifs. Ce reproche vivait aussi dans le mouvement lui-même, ou toutes n'étaient pas favorable au parti. La Gauche était l'outil pour donner forme à un courant idéologique propre, aussi dans le mouvement des femmes. Mais, en pratique, cette fonction de La Gauche n'était pas aussi simple à assumer. C'était souvent un exercice d'équilibriste. ■

PAR IDA DEQUEECKER

Quand, fin 1989, le mur de Berlin tombait, la gauche mondiale se trouvait totalement sur la défensive. Malgré le fait que la chute du mur était aussi le résultat d'une demande légitime pour plus de démocratie et de liberté des habitants de la RDA et de l'URSS, le rapport de force international en a fait une victoire pour le capitalisme global. Les idéologues néolibéraux se préparaient pour donner le coup de grâce au projet socialiste. Le socialisme était assimilé à une dictature d'un seul parti autoritaire et risquait de finir dans la poubelle de l'histoire. C'était le contexte pour toute organisation révolutionnaire socialiste au début des années 90. C'était également le contexte pour Rood et La Gauche. PAR DAVID DESSERS

ANNÉES 90 SOUVENIRS DES CATACOMBES

Il est intéressant de voir comment Rood et La Gauche traitent cette nouvelle situation. Globalement, on peut distinguer trois positions dans la gauche radicale. D'abord, il y a ceux qui prétendent que le socialisme fait partie du passé et -soutenus par des théories postmodernes néolibérales- arrivent à la conclusion que la contradiction travail-capital n'est plus la contradiction dominante dans la société. Au Pays-Bas, par exemple, plusieurs partis de la gauche radicale se dissolvent pour créer Groen-Links (Vert-Gauche). Ensuite, il y a ceux qui se replient dans leur coquille dogmatique et vont défendre contre vents et marées l'héritage stalinien. L'exemple le plus connu en Belgique est le PTB, qui édite un livre plein d'éloges sur Staline et devient du coup le plus ardent défenseur des régimes qu'il critiquait encore quelques années auparavant. Mais il y avait aussi des organisations trotskystes qui entamaient les années 90 sans se poser trop de questions.

On retrouve cette troisième option dans Rood et La Gauche. En 1991, un document de travail du POS, intitulé "faire renaître l'espoir", voit le jour. En 1993, ce document est publié sous forme de livre, écrit par Alain Tondeur et François Vercammen. Le livre n'évite pas du tout le débat et part du constat que le socialisme a perdu beaucoup de crédit à cause de la capitulation de la social-démocratie et

des crimes du stalinisme. Rood et La Gauche débattent ouvertement avec d'autres forces socialistes sur tous les points difficiles: le socialisme est-il productiviste? La révolution mène-t-elle à la dictature? Les bolchéviques sont-ils aussi responsables du "stalinisme"?... Pendant la première moitié des années 90, le lecteur trouve dans La gauche des contributions de personnes de différents horizons sur tous ces thèmes. Le POS défend alors toujours les points de vue du marxisme révolutionnaire et la révolution d'Octobre, mais toutes les questions légitimes et les doutes de ces années-là ont eu leur place dans les colonnes de La Gauche.

De "Tempête du Désert" à Seattle

Le nouveau monde d'après la chute du Mur apparaît vite dans les années 90. En janvier 1991 démarre l'opération Tempête du Désert en Irak, qui devait aboutir à un Nouvel Ordre Mondial selon Bush. Si on observe de plus près tous les conflits internationaux des années 90, on en constate une modification systématique. L'opération Tempête du Désert se faisait sous le drapeau de l'ONU. Les bombes sur la Serbie, quelques années plus tard, portaient le drapeau de l'OTAN. Et la guerre de Bush jr. en Irak est menée par une "coalition of the willing", un ensemble composé des États-Unis et quelques satellites. Le monde unipolaire se concrétise dans les années 90. Cette modification se fait



sentir aussi sur le plan politique et économique. L'Union européenne prend forme et se profile comme la machine du libéralisme. En 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce se fait entendre et mène une lutte acharnée contre tous contrôles de l'Etat, monopoles, régulations sociales, etc. Tandis qu'on débutait les années 90 avec des manifestations mondiales contre la guerre imminente en Irak, on les concluait en décembre 1999 avec l'alterglobalisme à Seattle contre le néolibéralisme planétaire, des actions symboliques de la résistance mondiale contre le Nouvel Ordre Mondial que Bush père avait annoncé non sans fierté. Tant en 1991 qu'en 1999, Rood et La Gauche informent largement leurs lecteurs avec des analyses sur ces mouvements.

Le 24 novembre 1991, le Vlaams Blok fait sa grande percée. Le fascisme et l'antifascisme prennent une place importante dans les colonnes de Rood/La Gauche. Un an plus tard, la JGS organise des grandes grèves lycéennes à Gand et à Anvers. La date du 24 novembre devient une manifestation annuelle contre le fascisme et le racisme. Plus tard, dans les années 90, Rood/La Gauche publie des articles remarquables sur le parti d'extrême-droite, parti qui écrit lui-même: "il nous semble que le journaliste de La Gauche est très bien informé sur la cuisine interne du Vlaams Blok." Hé hé hé.

Operation vérité

En 1993, le gouvernement annonce toute une série de mesures d'austérité qu'ils veulent faire passer avec un "pacte social". Quand cela ne marche pas, le gouvernement annonce le "plan global", un lourd plan d'austérité à faire supporter par les travailleurs. Résultat: une des plus grandes grèves de l'histoire sociale belge. Rood et La Gauche éditent un double numéro ayant pour titre "Opération vérité". Dans ce numéro, tous les mythes des plans d'austérité sont dénoncés. Le numéro spécial de La Gauche est très bien accueilli dans plusieurs centrales syndicales. Le mouvement contre le plan global mène en Belgique francophone à la création de Gauches Unies, une force politique de gauche qui rassemble beaucoup de délégués et responsables syndicaux.

En 1996, c'est l'affaire Dutroux. Dans tous le pays, des comités "blancs" sont créés, qui canalisent le mécontentement populaire contre les lacunes judiciaires. Le point culminant de ce mouvement, c'est la Marche Blanche d'octobre 1996. La rédaction de La Gauche soutient le mouvement et entre en débat avec la tendance sécuritaire du mouvement blanc, qui veut plus de répression et un Etat musclé. Alain Tondeur publie son livre "La crise

blanche".

Solidarité avant tout

En 1997, une marche "multicolore" traverse Tubize. 70.000 personnes se déclarent solidaires avec les travailleurs des Forges de Clabecq, qui luttent pour le maintien de leur entreprise et leurs emplois. Roberto D'Orazio est alors un homme controversé dans le mouvement ouvrier organisé. Il a le soutien solide d'un noyau solidaire de travailleurs qui voient en lui l'homme qui peut donner un nouvel élan tant au syndicalisme de combat qu'à la gauche anticapitaliste. Le sommet de la FGTB exclut D'Orazio de façon scandaleuse, au moment où il est poursuivi par la justice. Rood et La Gauche soutiennent la campagne "Solidarité avant tout". La Gauche se montre solidaire sans conditions, mais exprime aussi ses critiques par rapport à la ligne syndicale de D'Orazio.

Le 22 septembre 1998, Semira Adamu meurt pendant une tentative d'expulsion. Semira est demandeuse d'asile. Elle vient du Niger. Elle meurt à cause de policiers qui l'asphyxient avec un coussin. Le soir même, il y a une

marche à Louvain, le bastion du ministre de l'Intérieur Tobback, qui se voit obligé de démissionner. La Gauche suit de très près la lutte des sans papiers et de ceux et celles qui essaient d'empêcher les expulsions. Daniel Liebman est au coeur de ce mouvement et La Gauche informe ses lecteurs presque dans chaque numéro.

La fin du tunnel

Avec Socialisme sans Frontières, La Gauche édite en 1994 un cahier spécial sur le soulèvement surprise de l'EZLN à Chiapas au Mexique le 1er janvier 1994. Ce soulèvement était celui de l'espoir, parce que les zapatistes et le subcommandante Marcos avaient organisé une armée de guérilla et un soulèvement armé au moment où la gauche internationale était par terre. Pour les néolibéraux, ce soulèvement était un anachronisme. Ils avaient raison, mais seulement dans le sens que les zapatistes étaient en avance sur leur temps. Les zapatistes ont beaucoup aidé, entre autres avec leur conférence intergalactique de 1996, à poser les fondements d'une nouvelle conscience internationale et antinéolibérale qui va connaître son explosion à Seattle en décembre 1999. Les années 90 prennent fin avec des actions au niveau international, contre le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle.

Dix ans après la chute du Mur, des milliers d'activistes criaient: "Notre monde n'est pas à vendre. Un autre monde est possible". La fin du tunnel. ■



Début 2003, la production de La Gauche/Rood est frappée par une série de calamités. C'est d'abord le départ de permanents. C'est ensuite une grave crise financière et administrative qui frappe l'ensemble de "l'appareil" du POS. C'est enfin le vol, en mars 2003, de tout le parc informatique avec lequel est réalisé le journal ! Difficile dans ces conditions de poursuivre la publication normale d'un bi-mensuel... Face à cette situation pour le moins délicate, la direction du POS décide de suspendre la parution des journaux jusqu'à une date indéterminée. Le dernier numéro est donc publié en mars-avril 2003 et lance un appel "arrêter la Busherie en Irak". Il contient également, peu après son décès, une interview posthume de Jacques Yerna, Jacques, longtemps secrétaire de la FGTB Liège-Huy-Waremme, fut l'un des co-fondateurs et éditeurs responsables de La Gauche... PAR ATAULFO RIERA

ANNÉES
2000

CRISE ET (NOUVELLE) RENAISSANCE



Le numéro zéro de la nouvelle formule

Mais la coïncidence de la disparition de notre regretté camarade et de la suspension des journaux n'augurait pas une fin définitive pour notre journal. A partir de septembre 2003, tandis que la direction du POS s'emploie pas à pas et efficacement à résoudre la crise financière et administrative de notre appareil, une commission spéciale se réunit afin de réfléchir à la "relance" des journaux. Car, comme le souligne un document de cette commission, "les raisons essentielles qui ont fondé La Gauche restent d'une brûlante actualité. La lutte contre les guerres impérialistes néo-coloniales, contre les oppressions sous toutes leurs formes, contre l'exploitation du Travail par le Capital et pour une alternative de société socialiste, féministe, démocratique écologique et internationaliste guide notre volonté de poursuivre l'aventure de La Gauche".

La suspension est donc mise à profit pour une réflexion de

fond sur le contenu, la forme, et la réalisation des journaux. L'idée principale est de partir d'une journal conçu comme "un outil de réflexion actif". Un outil clairement à gauche et défendant des points de vue marxistes-révolutionnaires. Mais un outil également ouvert au débat et présentant des luttes et des initiatives à soutenir et qui, à côté de nos préoccupations plus "classiques" envers les questions sociales, syndicales ou internationalistes, accorde une attention soutenue au féminisme, à l'écologie, à la culture, etc. D'où plusieurs innovations par rapport à la formule précédente: l'instauration de rubriques permanentes, "Alternatives" et "Débats", et de rubriques féministe ("RebElles") et écologique, ces deux dernières étant placées à dessein en début du journal pour marquer toute leur importance.

Fin 2003, le "concept" de la nouvelle formule est bouclé. Un comité de rédaction, considérablement rajeuni, est mis sur pied et ouvert également à des non-membres du POS. En son sein, un secrétariat de rédaction de quatre personnes bénévoles est désigné. Car, il n'est pas inutile de le souligner -et cela a bien entendu influencé le choix du passage à une périodicité mensuelle- La Gauche actuelle n'est pas réalisée par une équipe de permanents plein-temps ! En janvier 2004, un numéro zéro est réalisé pour évaluation interne avec la nouvelle mise en page et sa nouvelle couleur. En couverture, un titre sous forme de clin-d'œil: "Une autre Gauche est possible"...

Enfin, en mars 2004, soit un an après la suspension, le numéro 1 de la nouvelle formule de La Gauche est publié! Le pari d'innover dans la continuité a été tenu: les 26 numéros qui se sont succédés depuis ont réussi, avec quelques erreurs, adaptations et corrections, à maintenir l'orientation de départ de la nouvelle formule.

Et, du mouvement anti-guerre et alterglobaliste à la lutte des sans papiers, pour une recomposition à gauche et en passant par le combat exemplaire des travailleurs de Splintex... à maintenir la fidélité de l'engagement historique de La Gauche. ■

Ce samedi 28 octobre à ULB s'est tenue la "Journée pour une autre politique de gauche", organisée conjointement par le Comité voor een Andere Politiek (CAP) et Une Autre Gauche (UAG). Avec au total plus de 600 participant/es venant de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie, cette journée est incontestablement un immense succès.

PAR DAVID DESSERS

UAG-CAP

28 octobre

Un SUCCES de bonne augure !

L'assistance était d'une grande pluralité et diversité: des militant/es des organisations de la gauche radicale, des activistes et animateurs des mouvements sociaux, de nombreux délégués syndicaux et de jeunes et de simples citoyen/nes. Toutes ces personnes ont discuté les lignes de force d'un programme futur dans une douzaine d'ateliers thématiques. À la fin de la journée, une motion soumise à un vote indicatif a été approuvée à une très large majorité. Cette motion indique que le nouveau mouvement politique, composé des deux initiatives co-organisatrices, s'engage à participer aux élections fédérales de 2007 là où les conditions nécessaires pour une participation crédible pourront être réunies.

L'activité a démarré avec deux introductions politiques. Jef Sleeckx, ex-parlementaire du SP.a, a résumé avec force comment l'initiative CAP s'est constituée et a plaidé pour la construction d'une nouvelle force politique qui se pose également sur le terrain électoral. Ensuite, Didier Brissa, au nom de UAG a pris la parole pour évoquer l'expérience d'UAG et la volonté d'aboutir à un projet commun qui puisse servir de relais aux revendications sociales. Lode Van Outrive (CAP) et Nadine Rosa-Rosso (UAG) ont présidé cette assemblée.

Après ces deux introductions, plusieurs messages de soutien à l'initiative ont été lus, notamment ceux de Georges Debonne (ex-président de la FGTB, l'un

des "pères fondateurs" du CAP) et de François Houtart (CETRI), retenu à Genève. Raoul Marc Jennar, (chercheur belge et l'un des principaux animateurs de la campagne pour le "Non" au TCE en France) a pris la parole pour exprimer son soutien et l'expérience de la victoire du "Non" en France. Un conseiller municipal de la WASG allemande à Aix-La-Chapelle a également pris la parole afin de relater l'expérience de cette alternative politique. Mon Steyaert, cofondateur d'Agalev, a également apporté son appui au projet. De nombreuses personnes présentes; des militant/es, des syndicalistes -notre camarade Freddy Dewille conseiller communal du POS entre autres- se sont succédées à la tribune. Suite à cette première plénière, les par-

Motion votée à une quasi unanimité le 28 octobre

1. Il est avant tout et surtout nécessaire de poursuivre la construction du mouvement sous la forme d'un programme politique combatif, basé sur des propositions concrètes et radicalement opposé à la politique actuelle néolibérale et pro capitaliste à la fois sur le plan du social, de l'économie et de l'environnement. Nous nous y attelons dès aujourd'hui avec les propositions qui sortent des douze groupes de travail.

2. Nous devons aller plus loin et par-

ticiper aux prochaines élections fédérales, sans par ailleurs rompre avec la dynamique propre au mouvement. Là où les conditions nécessaires seront réunies pour une participation crédible, des listes seront déposées pour les élections fédérales. Nous nous engageons sur base des propositions de cette réunion et de toutes nos expériences, à soumettre un programme électoral à l'approbation de notre mouvement.

3. Tous les habitants de Belgique peu

importe la langue qu'ils parlent seront invités à collaborer de manière aussi intensive que possible. UAG et CAP doivent poursuivre leur collaboration et l'intensifier, tendre à former une solide coordination, et à s'élargir selon les besoins. Une période d'expériences communes sera nécessaire avant de décider si notre organisation politique doit devenir un parti ou rester un mouvement. Cette question sera posée lors d'un futur congrès. ■

ticipant/es se sont réparti/es dans douze groupes de travail thématiques qui ont rassemblé entre 20 et 60 participant/es chacun. Des thématiques programmatiques ont été débattues, sur les services publics, le changement climatique et les questions d'énergie, la protection des délégués syndicaux, l'accord interprofessionnel, les droits des femmes, l'Europe, le logement ou la solidarité internationale. Comme l'espace horaire disponible était relativement court, que l'assistance était importante et qu'il fallait tout traduire dans les deux langues, il a parfois manqué de temps pour arriver à de véritables conclusions. Mais il s'agit surtout d'un point de départ. Ces groupes de travail sont appelés à poursuivre leurs réflexions au cours des mois à venir. Des militant/es du POS ont contribué activement à la réalisation de plusieurs de ces groupes de travail, notamment par des introductions souvent fort appréciées (sur l'écologie, les services publics, la solidarité internationale, le logement, etc.).

Après la fin des ateliers, et après une pause, une nouvelle plénière a écouté une synthèse -forcément succincte- des travaux des ateliers et une nouvelle série d'interventions se sont succédées, dont celle de Tiny Mast (une mère combative d'enfants disparus). Inévitablement dans ce genre d'exercices, les interventions ont été inégales et parfois tirant un peu trop en longueur. La journée s'est finalement achevée dans un grand enthousiasme avec le vote indicatif d'une motion dans laquelle le mouvement se propose de poursuivre son travail à travers la collaboration intensive entre le CAP et UAG afin de construire une alternative politique sur le plan fédéral et de participer aux élections législatives de 2007, là où les conditions le permettent de manière efficace. Le projet de tenir un congrès au cours duquel seront décidées la transformation ou non du mouvement en un parti politique et la question des structures est également mis en chantier. Provisoirement donc, il s'agit de construire un mouvement politique composé

des deux initiatives co-organisatrices mais qui, bien entendu, peut encore s'élargir selon les besoins.

Le POS se réjouit du succès significatif de cette journée et souligne toute son importance. Il s'agit bel et bien d'un événement historique car une telle activité visant à construire une alternative à "gauche de la gauche" et avec autant de participant/es ne s'était plus vue depuis une bonne dizaine d'années dans ce pays. Cette journée ouvre donc concrètement la possibilité pour qu'émerge enfin en Belgique une force politique alternative de gauche et qu'elle se constitue d'emblée avec force et crédibilité. Le POS tient surtout à féliciter toutes les personnes et les organisations qui ont permis ce succès. Nous publierons prochainement un compte-rendu et une analyse plus détaillée de cette importante journée. ■

C'est Clair et Net sur:
www.uneautre gauche.be

Le round de Doha dans les négociations pour la libéralisation du commerce mondial est à bout de souffle. Nous avons connu toute une série de crises financières (Mexique en 1994, Asie en 1997, Russie en 1998, Brésil en 1999, Turquie en 2000, Argentine en 2001...). En 2000, la bulle de l'économie informatique éclatait. Un certain nombre de déséquilibres continuent de menacer l'économie mondiale, dont le moindre n'est pas l'énorme déficit de la balance commerciale américaine, qui est à peine tenable tant que les banques et financiers asiatiques continuent de pomper de l'argent frais dans l'économie américaine. PAR MATTHIAS LIEVENS

Où en est la globalisation ?

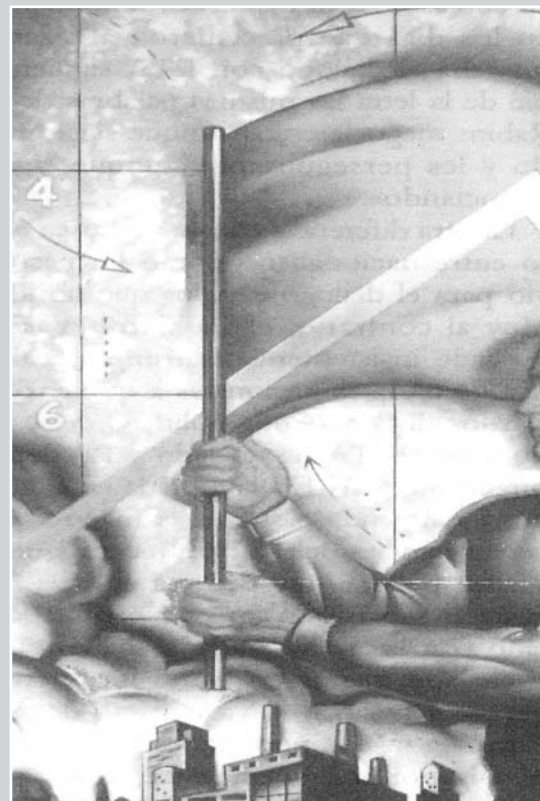
Le tableau semble complexe. Mais plus que jamais les concepts les plus simples du marxisme se confirment: la classe ouvrière est en train de connaître une forte croissance, et le cœur de la lutte réside dans la plus-value.

Retour de ce qui n'avait jamais disparu: la société de classes

L'honnêteté intellectuelle dans le débat public, cette valeur bourgeoise classique n'est pas la spécialité de la plupart des grands médias. "The Economist" en est un exemple parlant. Bien sûr, il s'agit d'un journal militant qui défend de manière conséquente la contre-réforme néolibérale. En même temps il contient vraiment un trésor d'informations et

d'analyses à partir d'une conscience de classe extrême par une bourgeoisie qui se veut cosmopolite mais qui respire pourtant l'atmosphère de la City de Londres. Dans une récente enquête ils font une analyse intéressante de la globalisation et de ses conséquences sur les "pays en voie de développement".

L'occasion en est le franchissement d'une étape importante : le PNB des pays en voie de développement a représenté l'année dernière au total plus de la moitié du PNB mondial (mesuré en parité du pouvoir d'achat, en prix du marché ils arrivent à 30%). Une conséquence de la libéralisation du commerce mondial, d'après l'analyse de "The Economist". Ils



progressent en outre à un rythme record : depuis 2000 la croissance mondiale s'élève à 3,2%, grâce surtout aux pays émergents comme l'Inde, la Chine ou le Brésil (l'Europe vient loin derrière). C'est même plus que la croissance annuelle de 2,9% durant la période 1950-73.

"Cela signifie que les pays riches ne dominent plus l'économie mondiale", concluent-ils avec assurance. Les pays en voie de développement comptent de plus en plus, ce qui explique le rôle important qu'ils ont joué dans les négociations de Doha. Ils ont aussi un impact considérable sur l'inflation dans les pays industrialisés (parce qu'ils livrent des produits bon marché), et sur la hausse des profits sur les matières premières (la Chine par exemple a fait monter le prix du pétrole à une valeur record).

Croissance spectaculaire de la classe ouvrière

En réalité, ils participent surtout à rendre possible la transformation des rapports entre travail et capital. Les cercles néolibéraux le savent depuis longtemps, tout le monde ne gagne pas avec la globalisation. Un certain nombre de secteurs au Nord (les secteurs industriels traditionnels comme le textile) ont des difficultés face à la concurrence avec les pays émergents. En affirmant qu'il y a "un gain pour certains secteurs, une perte pour d'autres", les économistes néolibéraux essayent d'adoucir la pilule de la globalisation. Les entreprises ont dû restructurer et délocaliser, et les



licenciements dans les nouveaux secteurs émergents viendront à leur tour. "The Economist" est évidemment d'accord, mais malgré cette recomposition "spontanée" de la population laborieuse et une nouvelle division du travail, la question n'est pas encore posée. Le nœud du problème est en effet que l'opposition entre classes s'aiguise.

Selon "The Economist", dans les pays développés, la part des travailleurs dans le revenu national a atteint son plus bas niveau en l'espace de trois décennies au moins, tandis que la part des profits a elle, atteint des niveaux record. En jargon marxiste : la plus-value ou le taux d'exploitation a connu une augmentation énorme durant les 30 dernières années. Et ce phénomène s'étend à l'ensemble de la classe ouvrière: pas seulement pour les travailleurs faiblement instruits, mais aussi pour les travailleurs très formés comme les comptables et les informaticiens. Ce n'est pas la question de l'emploi, mais celle des salaires qui constitue le vrai défi de la globalisation.

Selon le journal britannique, cette énorme redistribution des revenus peut en grande partie s'expliquer par l'entrée des pays comme la Chine, l'Inde et l'ex-Union soviétique dans le marché mondial. Ainsi la classe ouvrière mondiale a grandi d'environ 1,5 à 3 milliards de personnes. Ils apportent peu de capital, et ainsi les rapports mondiaux du capital au travail diminuent fortement. En outre, la redistribution inversée des revenus

qui en résulte ne va pas s'arrêter rapidement. La Chine a encore quelques centaines de millions d'ouvriers qui vont déménager les prochaines années vers les villes à la recherche de travail. La globalisation a, en d'autres termes, ouvert une gigantesque armée de réserve de travail, avec laquelle le capital mondial peut faire baisser les salaires et augmenter la plus-value.

Selon la théorie économique courante, les salaires suivent la productivité. En réalité depuis 2001 le salaire moyen d'un ouvrier américain a baissé de 4%, tandis que la productivité a augmenté de 15%. La part que les travailleurs perdent, va vers les profits et les grands bénéficiaires. Ce tableau vaut aussi pour l'Europe.

"Maintenant la majorité des ouvriers sont en train de perdre, et on pointe du doigt la globalisation". Là se cache aussi le plus grand danger selon le journal : "si aucune solution n'est trouvée pour les salaires réels qui restent à la traîne et pour les inégalités croissantes, il y a un grand risque de retour au protectionnisme". Ils plaident entre autres pour un filet "temporaire" (sic) de compensation pour les chômeurs, pour une redistribution via les impôts, etc.

Cela ne suffira jamais à stopper la dynamique d'une classe ouvrière qui compte dès à présent plus de 3 milliards de personnes, et subit un taux d'exploitation croissant. Faisons en sorte que l'inquiétude de "The Economist" soit légitime. ■



Pour la 12° fois depuis 1998, le peuple Vénézuélien a rendez-vous avec les urnes le 3 décembre prochain. Pour la 12° fois, le peuple vénézuélien devra mettre en échec la droite vénézuélienne, bras électoral d'une stratégie impérialiste d'affaiblissement du processus vénézuélien. Il sera aussi l'occasion de démontrer que, malgré les limites de l'action du gouvernement en faveur des travailleurs et des plus pauvres du Venezuela, en dépit du maintien d'une structure d'Etat issue de la démocratie bourgeoise, Hugo Chavez est un point d'appui décisif pour la victoire du processus révolutionnaire vénézuélien.
PAR LE BUREAU EXÉCUTIF DE LA IVE INTERNATIONALE, 21-22 OCTOBRE 2006

Approfondir la révolution au Venezuela

Votez Chavez!

1. Battre la droite impérialiste.

Le gouverneur du Zulia, la province la mieux dotée en pétrole, proche des milieux séparatistes, adoubée par toutes les forces de la droite vénézuélienne et par le département d'Etat des Etats-Unis, Manuel Rosales est le candidat d'une droite qui veut défaire tout ce que le processus révolutionnaire a mis en oeuvre depuis 1998. Les acquis démocratiques que les vénézuéliens ont gagné par leurs luttes depuis 1989 - en passant par la défaite du coup d'Etat de 2002, le lock-out de l'hiver 2002-2003, les multiples tentatives de déstabilisation armée et économiques - seraient immédiatement remis en cause pour revenir à un Etat strictement au service des possédants.

Nous ne sommes pas toujours d'accord avec Hugo Chavez dans ses choix de politique internationale qui confond parfois diplomatie et internationalisme. Il en va ainsi des blanc-seings qu'il a délivré au gouvernement biélorusse, iranien ou au Parti Communiste Chinois. Provoquer le gouvernement des Etats-Unis ne n'implique pas de faire passer pour des progressistes des gouvernements qui mènent des politiques anti-populaires, même dans le cadre d'une politique internationale liée au caractère pétrolier du Venezuela.

Cependant, ces désaccords ne sauraient cacher notre appui à nombre de prises de position du gouvernement vénézuélien qui mène une politique sans concession face aux Etats-Unis. Ses oppositions successives aux guerres impérialistes, le retrait de son ambassadeur en Israël pour protester contre la guerre au Liban, sa condamnation de l'intervention armée en Haïti, sa condamnation sans appel de

la politique de Tony Blair au Moyen-Orient, son appui non dissimulé à la gauche latino-américaine, son activisme diplomatique en Afrique (le Venezuela est devenu le pays latino-américain le plus présent sur le continent africain avec Cuba) et au Moyen-Orient ont fait de Chavez une des figures de proue de la lutte anti-impérialiste. Une large victoire de Chavez serait un appel aux luttes sur l'ensemble du continent. Ce serait de nouveau la preuve

trouver la place du Venezuela. De l'autre les partisans d'une accélération, d'un approfondissement du processus, souvent relayés par Chavez lui-même et probablement majoritaires dans le pays qui estiment que les conquêtes démocratiques et sociales ne sont qu'un tout premier pas vers l'objectif affiché qui est " le socialisme du XXI° siècle ", traduit par la centrale syndicale UNT par " un socialisme sans bureaucrates, ni patrons, ni latifundiaires ".



Debatten-Débats/Films/Workshops-Ateliers
Salle/Zaal Dom Helder Camara
Rue Pletinckxstraat 19 - 1000 Brussel/Bxl
www.venezuela-solidaridad.be

qu'on peut, même président d'un Etat, maintenir des positions intransigeantes.

2. Vers un Venezuela socialiste

Au Venezuela, la situation reste marquée par un processus révolutionnaire. Une bataille est en cours entre deux courants. D'un côté ceux qui estiment que le plus gros est fait, qu'il faut maintenant gérer les affaires courantes au mieux pour la population mais dans le cadre du capitalisme mondial réellement existant et y

Les travailleurs organisés dans les entreprises jouent un rôle de plus en plus important dans le processus vénézuélien, rejoignant l'avant-garde qui s'est auto-organisée dans les quartiers populaires pour résister à la police de la droite, obtenir l'amélioration de ses conditions de vie, voire gérer directement les quartiers. La rébellion contre les bureaucrates incrustés dans l'appareil d'Etat, qu'ils soient issus de l'ancien appareil d'Etat ou nés au sein du bloc "bolivarien" au pouvoir se heurte à une série d'obstacles mais elle avance, au sein du mouvement syndical, dans les milieux paysans, au sein des communautés populaires voire dans les batailles électorales. Elle est un élément essentiel de l'avancée du processus bolivarien.

Les luttes pour la terre, les mobilisations de plus en plus importantes des populations les plus pauvres pour de nouveaux et meilleurs services publics, la santé, l'éducation, l'eau ; l'aspiration à ramener le pouvoir au plus proche de la population montre la profondeur du processus révolutionnaire et la disposition du peuple vénézuélien à continuer à se mobiliser. Les secteurs les plus combattifs regroupés autour de l'Union Nacional de Trabajadores, du Front Ezequiel Zamora

(la centrale paysanne), de l'Association Nationale des Medias Communautaires Libre et Associatifs ou des forces politiques telles que le Partido Revolucion y Socialismo, le Proyecto Nuestra America, ou l'association étudiante Utopia ainsi que des milliers de militants non-organisés collectivement mais essentiel dans les processus d'auto-organisation le disent depuis des années : pour libérer toutes ces énergies, pour que la révolution demeure, qu'elle prenne définitivement le pouvoir, il faut s'attaquer aux structures politiques du pays, mettre à bas l'appareil d'Etat reproducteur de bureaucratie, de corruption et de clientélisme, il faut s'attaquer aux grands propriétaires de la terre, des banques, de la sidérurgie, ouvrir le débat national attendu par les travailleurs de l'industrie pétrolière sur la gestion de leur entreprise PDVSA et la mettre sous co-gestion avec les travailleurs.

C'est le sens de notre appui à ces forces politiques et notre engagement à relayer leurs luttes dans nos pays, car seules ces luttes et les nôtres permettront d'avancer dans la construction d'une société débarassée du capitalisme. Une fois Chavez réélu, ce sont de nouvelles luttes que les travailleurs et les pauvres du Venezuela devront mener. Chaque victoire des vénézuéliens sera un espoir pour les luttes des travailleurs et des peuples du monde entier.

3. Quelle organisation politique au service de la révolution bolivarienne ?

L'image de la forme parti a été sérieusement écornée par 50 années de clientélisme, de corruption et de gestion loyale des affaires de la bourgeoisie pro-impérialiste. Cependant, après 8 ans de processus, la question se pose aujourd'hui avec acuité : quel parti doit être organisé et sous quelle forme pour approfondir la révolution bolivarienne ? Nous appuyons toutes les tentatives de création d'organisation politique qui permettraient de faire confluencer les secteurs radicalisés cités plus haut. L'alliance entre l'Union Popular de Venezuela, la tendance classiste de l'UNT et le PRS, ou la proposition de la Ligue Socialiste d'organiser un Congrès d'Organisation des Socialistes, montrent que des secteurs importants ont conscience de la nécessité d'une organisation révolutionnaire. A une échelle plus large, Chavez a proposé la création d'un

un parti fédérant toutes les organisations appuyant le processus bolivarien, précisant qu'il le souhaitait «non réformiste». La proposition est intéressante. Cependant, cette organisation ne peut être construite avec les forces politiques que les organisations populaires combattent dans leurs lutte anti-bureaucratiques, pour l'approfondissement de la réforme agraire ou l'extension du rôle des travailleurs dans la gestion de l'économie. L'émergence d'une telle organisation résoudrait au moins deux problèmes auxquels est confronté le processus bolivarien : la centralité de la figure de Chavez qui affaiblit le rôle des masses vénézuéliennes et la confusion entre diplomatie et politique internationaliste.

Ce processus de construction devrait en conséquence permettre de mener les discussions stratégiques sur les voies nécessaires pour battre le capitalisme et jeter les bases d'une société socialiste. ■



La ville de Oaxaca dans l'État du même nom au Mexique connaît depuis plusieurs mois une situation de dualité de pouvoir, un bras de fer entre le peuple de cette ville et les autorités de l'Etat et fédérales, un mouvement social et de luttes sans précédent. La police a dû quitter les lieux, les prisons municipales ont été vidées, des stations de radios ont été capturées et le gouvernement de l'État a été expulsé. C'est un état de fait qui rappelle quelque peu la Commune de Paris, bien qu'il y ait des différences notables, la principale étant que le degré de violence a, pour l'instant, été limité.

La COMMUNE de Oaxaca

Le bras de fer entre le peuple de Oaxaca et le gouverneur de cet État, Ulises Ruiz Ortiz (du PRI), a débuté le 14 juin 2006, lorsque les forces policières spéciales sont intervenues pour déloger les enseignants de la section XXII du Syndicat national des travailleurs de l'éducation, faisant plus de 200 blessés. Les enseignants en grève occupaient pacifiquement la principale place de la ville depuis le 21 mai afin d'obtenir des moyens en faveur des élèves-déjeuners,

uniformes, matériel scolaire et services médicaux- et un salaire équivalent à leurs collègues du district fédéral de Mexico. Le lendemain, les mouvements sociaux de la ville et de l'État ont mis sur pied l'APPO, l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca, avec pour principale demande la destitution de Ulises Ruiz Ortiz, le gouverneur de l'État de Oaxaca, pour son rôle dans les événements du 14 juin. Le mouvement, qui regroupe plus de 300 organisations communautaires, syndicales,

indigènes, étudiantes et paysannes, accuse également le gouverneur de fraude électorale, de corruption et de détournement de fonds à des fins personnelles et politiques.

L'APPO a littéralement constitué un gouvernement de facto dans la ville, tissant des alliances avec des syndicats de travailleurs pour les fonctions essentielles, organisant des patrouilles de citoyens armés de bâtons dans chaque quartier



pour garantir la sécurité, rendant même justice de manière spontanée au centre ville pour les vols et autres délits mineurs. Les stations de radio capturées servent enfin à informer la population. Les incursions nocturnes des "escadrons de la mort", des forces policières ou privées liées au régime, ont obligé l'APPO à se défendre en érigeant des barricades dans la ville. Il y a en temps normal 1 500 barricades -environ 2 500 en temps d'alerte rouge- allant de quelques pierres empêchant les véhicules de circuler à des autobus placés en travers de la rue avec des enseignants ou supporters de l'APPO qui tiennent la garde. En journée, la plupart des barricades sont levées pour permettre la circulation. Le Zócalo, la place de ville, a été occupée en permanence. Dans l'État de Oaxaca, outre la capitale, d'une population de 265 000 personnes, onze autres localités, la plupart des villes de moyenne envergure, totalisant 330.000 autres personnes, vivent une situation similaire. La population de la capitale et de ces localités représente plus de 65 % de la population des principaux centres urbains de cet État de 3,5 millions d'habitants.

Le gouvernement fédéral a graduellement augmenté la pression sur la ville. Les forces de la Police fédérale préventive, une unité en réalité para-militaire, ont été envoyées dans plusieurs localités de la région afin d'intervenir sur ordre du président Fox. On estime à 20 000 le nombre de militaires, para-militaires et policiers présents dans l'État. Le vendredi 27 octobre, cinq mois après le début de l'impressionnant mouvement social à Oaxaca, les pouvoirs fédéraux ont décidé d'envoyer entre 3.000 et 4.000 militaires et

policiers pour "ramener l'ordre". Au moins quatre personnes ont été assassinées (dont un journaliste étatsunien d'Indymedia) au cours des jours suivant et de nombreuses autres blessées et arrêtées. Au total, on compte une vingtaine de victimes depuis le début de la lutte, ainsi que des centaines de blessés et de prisonniers. Malgré la résistance pacifique des habitants d'Oaxaca et des sympathisants venus de partout, début novembre, la

"police fédérale préventive" (PFP) et les paramilitaires ont commencé à reprendre peu à peu le contrôle de certains quartiers. Mais à l'heure d'écrire ces lignes, une bonne partie d'entre eux restent toutefois aux mains de l'APPO, des barricades démantelées ont été redressées et l'APPO est parvenue à se maintenir victorieusement dans le secteur de l'université, à partir duquel émet sa principale radio. Bref, le pouvoir mexicain n'en a pas encore fini avec la Commune de Oaxaca, qui doit disposer de la solidarité et du soutien de toutes les forces progressistes. ■

D'APRÈS DANIEL LITVAK,
WWW.LAGAUCHE.COM ET
WWW.INDYMEDIA.LIÈGE.ORG

L'invasion d'Oaxaca



Communiqué de l'APPO (extraits): Nous comptons déjà plus de 120 détenus et disparus, dont plusieurs mineurs. Des témoignages nous rendent compte de tortures et d'humiliations. Nous comptons déjà 19 morts, dont 4 au moment de l'invasion du territoire d'Oaxaca dimanche dernier par des policiers-voleurs-pilleurs. Nos blessés dépassent la centaine à cause de l'incursion de leurs militaires déguisés en policiers. Monsieur le Président Fox, Monsieur Abascal, croyez-vous vraiment qu'avec votre invasion sur le territoire d'Oaxaca, vous apaiserez la soif de justice d'un peuple qui, avec dignité, s'est soulevé contre le Tyran qui l'a mal gouverné pendant un

an ? Depuis le début, l'APPO appelle le peuple à garder son calme, à protester de façon pacifique, à se replier quand vous essayez d'évacuer les barricades. Mais, apparemment, vous confondez la prudence avec la faiblesse, la volonté de dialogue avec la lâcheté et c'est ainsi que ce matin, vous avez essayé d'en finir une fois pour toute avec nous. Vous avez envoyé vos hordes de policiers-voleurs contre l'Université Autonome Benito Juárez d'Oaxaca, lieu à partir duquel est transmis dignement le signal qui donne voix au Peuple, Radio Universidad. Aujourd'hui, une page a été écrite en lettre d'or dans la mémoire de notre patrie. Aujourd'hui, le peuple héroïque d'Oaxaca a donné une leçon de civisme et de dignité au monde entier; la PFP a dû reculer sous l'impulsion de plus de 50.000 guérilleros et radicaux qui, avec des bâtons, des pierres et des lance-pierres de gros calibre ont affronté des blindés, des hélicoptères et des fusils d'assaut. Il y a eu plusieurs heures de lutte intense, des dizaines de compañeros blessés, plusieurs gravement, des dizaines de détenus-disparus (dont plusieurs enfants). Cependant, le peuple d'Oaxaca a gagné cette première bataille. Comprenez bien cela, messieurs de la classe politique. Ce petit groupe de désobéissants de plus de deux millions de citoyens ne s'arrêtera pas avant de voir Ruiz hors du gouvernement de l'État.

Frères et soeurs du Mexique et du Monde: La commune d'Oaxaca est debout, aujourd'hui plus que jamais résolue à vaincre. Notre coeur indigène remercie les démonstrations de solidarité que vous nous avez données. Il n'y aura rien dans ce monde pour vous le payer, ou peut-être..., ou peut-être que si, nous vous le paierons avec la victoire du peuple d'Oaxaca sur le fascisme car nous savons que vous savez que notre victoire sera aussi la vôtre. Ce sera le triomphe de la raison et de l'humanité sur la barbarie et le fascisme, et pour ce triomphe, camarades du monde et du pays, nous paierons encore avec nos propres vies. ■

**Depuis la Commune d'Oaxaca, TOUT LE POUVOIR POUR LE PEUPLE!
ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES D'OAXACA, 2 novembre 2006.**

Randa Baas est syrienne. Elle a participé à la réunion des mouvements sociaux à Bruxelles début octobre pour préparer le forum social mondial au Kenya début janvier. Elle est membre de l'organisation syrienne Agas, un mouvement anti mondialisation en Syrie. Elle nous explique comment la résistance libanaise a modifié le rapport de force dans la région et quel type de rapport les opposants syriens entretiennent avec le Hezbollah. PAR OLIVIER BONFOND

RANDA BAAS

"Le Hezbollah a montré la puissance de la volonté des gens qui se battent"

Quel a été la réaction de la Syrie quand Israël a attaqué le Liban ?

Randa Baas:

L'agression israélienne contre le Liban n'a pas seulement visé le sud Liban ou la banlieue sud de Beyrouth,

le fief du Hezbollah. Les bombardements ont atteint l'extrême nord du Liban. Cette agression a touché tout le Liban. C'est un petit parti qui a pu résister à cette machine de guerre israélienne et américaine. La dignité arabe a été rétablie et le Hezbollah a démasqué l'impuissance des régimes arabes. Une grande partie de la population de Syrie se demandait pourquoi l'armée syrienne ne bougeait pas, pourquoi elle ne participait pas à cette guerre. Le Hezbollah avait pris l'initiative de capturer ces deux soldats israéliens pour alléger un peu la pression contre la population palestinienne à Gaza. Si l'armée syrienne avait participé à cette guerre, Israël aurait été encore plus affaibli. Israël n'est pas capable de mener une guerre sur trois fronts (Palestine, Liban, Syrie).

Hezbollah. Les bombardements ont atteint l'extrême nord du Liban. Cette agression a touché tout le Liban. C'est un petit parti qui a pu résister à cette machine de guerre israélienne et américaine. La dignité arabe a été rétablie et le Hezbollah a démasqué l'impuissance des régimes arabes. Une grande partie de la population de Syrie se demandait pourquoi l'armée syrienne ne bougeait pas, pourquoi elle ne participait pas à cette guerre. Le Hezbollah avait pris l'initiative de capturer ces deux soldats israéliens pour alléger un peu la pression contre la population palestinienne à Gaza. Si l'armée syrienne avait participé à cette guerre, Israël aurait été encore plus affaibli. Israël n'est pas capable de mener une guerre sur trois fronts (Palestine, Liban, Syrie).

Le Hezbollah est soutenu par l'Iran et la Syrie. Votre organisation est une organisation d'opposition au régime syrien. Ce régime syrien soutient aussi le Hezbollah. Comment gérez-vous ce triangle ?

R.B: Il y a un courant d'opposition en Syrie qui estime que soutenir le Hezbollah sig-

nifie effectivement soutenir le régime. Il refuse tout soutien, même moral, au Hezbollah. Pour nous, c'est vrai que le Hezbollah est un parti avec des références religieuses, mais il fait face à l'impérialisme. C'est une organisation avec une base populaire assez large et qui a une fiabilité admirable dans son discours. Il faut juger le Hezbollah sur les faits et pas sur ce qu'on croit qu'il est. Ça ne signifie pas qu'il faut être aveugle sur son idéologie, mais il faut voir ce que le Hezbollah réalise.

Nous n'avons pas ce complexe. Nous avons eu un débat assez fort dans notre mouvement. Nous sommes un mouvement social, mais avec un minimum de positions politiques sur lesquelles il faut être d'accord. Si on dit qu'on est pour la souveraineté nationale et si c'est un parti de référence religieuse qui l'incarne, on ne peut pas refuser ce parti. Il faut savoir que le peuple d'ici t'écoute beaucoup plus si tu dis que "c'est Mohammed ou Jésus Christ qui a dit cela", que si tu dis "c'est Lénine ou Marx". Le Hezbollah sait parler au gens. Les gens l'écoutent. Alors pourquoi ne pas en profiter pour faire une alliance tactique avec le Hezbollah sans perdre de vue la dimension religieuse de sa pensée ? Nous sommes critiqués pour cela. Une certaine partie de l'opposition syrienne nous reproche d'apporter de l'eau au moulin du pouvoir.

Le Hezbollah a-t-il modifié le rapport de force au Moyen Orient ?

R.B: Oui. Il a démasqué l'impuissance des régimes et des armées arabes. Il a montré qu'il n'est pas impossible d'arrêter cet expansionnisme sioniste avec des moyens qui sont tout à fait modestes par rapport à tout cet arsenal israélien.

Chez nous, en Syrie et au Liban, il y a une frontière entre ceux qui soutiennent la résistance et ceux qui croient que la démocratie viendra par le biais des Etats-Unis. Je peux affirmer que la majorité de la population se trouve dans le camp du soutien à la résistance et pas dans le deuxième camp. Elle refuse toute intervention étrangère, même si elle est avide d'avoir toutes ses libertés.

Le Hezbollah a-t-il évolué par rapport aux années 80 ?

R.B: En juillet août 2006, les communistes ont participé à la résistance contre l'offensive israélienne au Liban. Ils ont collaboré avec le Hezbollah. Il y a eu 8 martyrs communistes libanais. Cette collaboration entre les communistes et le Hezbollah est une bonne chose. Dans les années 80, c'était le contraire. Ils s'entretuaient. Mais maintenant que le Hezbollah est bien plus fort, ils ont moins besoin de recourir aux assassinats ou aux liquidations.

A en croire les discours des dirigeants du Hezbollah, on a l'impression que c'est un parti politique mûr maintenant, un parti qui participe au débat politique, qui croit dans la démocratie parlementaire électorale. Ça n'exclut pas la possibilité de dérives, mais je pense sincèrement que le Hezbollah a bien évolué. Il y a très peu de gens en occident qui savent que les chrétiens syriens et les chrétiens de la région ont prié pour la victoire du Hezbollah et de la résistance libanaise. J'ai vu les drapeaux du Hezbollah dans des villages à forte majorité chrétienne et je sais que des prêtres ont invité les croyants chrétiens à prier pour la résistance au Liban, peu importe si cette résistance était menée par le Hezbollah ou non, ils ont prié pour leur victoire. ■

Le 22 octobre dernier, les Panaméens étaient appelés à approuver par référendum la proposition d'élargissement de leur canal. Présenté et soutenu par l'ACP (Autorité du Canal de Panama), le projet bénéficiait de l'appui du gouvernement et des entreprises privées. Avec 78 % des votes en faveur de l'élargissement, le camp du "oui" célèbre une victoire annoncée par les sondages depuis plusieurs semaines. DE PANAMA, PAR SÉBASTIEN BRULEZ

Un canal pour les entreprises

La construction d'un troisième jeu d'écluses, visant à doubler la capacité du canal de Panama et à permettre le passage de bateaux Post-Panamax, aura bien lieu. Environ 905 000 personnes, sur une population de 3 millions, se sont rendues aux urnes le 22 octobre. Si les opposants au projet n'ont recueilli que 20 % des voix, l'abstention, elle, a atteint un des pourcentages les plus hauts (56%) de l'histoire de ce pays d'Amérique centrale. Selon le sociologue Marco Gandásegui, " le niveau d'abstention démontre le fait que les Panaméens ne se sont pas sentis impliqués dans ce projet ".

Un canal compétitif

Pour justifier l'investissement de 5 250 millions de dollars que représente l'élargissement du canal, l'ACP avance divers arguments. Le premier est la nécessité de maintenir le canal compétitif sur le marché mondial, afin de répondre à l'augmentation du trafic maritime et notamment des bateaux Post-Panamax. Les défenseurs de l'élargissement avancent aussi le danger d'un canal non élargi qui serait délaissé (l'ACP estime qu'il atteindra sa capacité maximale en 2012) par les armateurs pour d'autres routes comme le canal de Suez, le transport multimodal par les Etats-Unis, ou encore la récente proposition du Nicaragua de construire son propre canal.

Mais les promesses de prospérité et de création d'emplois répandues durant la campagne sont un des facteurs principaux ayant incité nombre de votants à se prononcer pour le " oui ". L'ACP promet en effet de créer 40 000 postes de travail durant la période de construction, parmi lesquels 7 000 seraient directement affectés à l'oeuvre d'élargissement. Pour 2025, l'Autorité du Canal de Panama prévoit entre 150 000 et 250 000 emplois indirects et 1,2 % additionnels de croissance économique

annuelle. Dans un pays où 40 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté et dans lequel le chômage touche 9 % des habitants (le sous-emploi en affecte 40 %), ce type d'arguments frappe en plein dans le mille.

Une campagne massive

Il faut dire que l'ACP n'avait pas lésiné sur les moyens pour s'assurer une large victoire. A sa propre campagne de relations publiques, s'ajoutait celle du gouvernement et la propagande menée par les entreprises privées (entreprises de construction, banques, agences immobilières, etc.), impliquées ouvertement en faveur de l'élargissement. De nombreux investisseurs nationaux et internationaux espèrent en effet avoir droit à leur part du gâteau lors du chantier colossal qui devrait durer entre 7 et 8 ans. Signe des intérêts en jeu dans la réalisation du projet ou simple coïncidence, une des entreprises qui a commencé à acheminer le matériel pour le début des travaux (avant même que le projet ne soit approuvé par référendum) appartient à Guillermo Quijano, membre du Comité de Direction de l'ACP (1). Cependant, si les entreprises locales espèrent tirer leur épingle du jeu, elles devront aussi compter avec la concurrence de grandes multinationales comme Halliburton, Caterpillar, General Electric, Mitsubishi ou encore Siemens. Ainsi qu'avec la participation de banques telles que HSBC, City Bank, JP Morgan, Crédit Suisse, Bank of Tokyo, etc. (2)

Les principaux arguments avancés contre le projet sont le manque de transparence de celui-ci, le coût de l'oeuvre qui hypothéquerait l'avenir du pays pour plusieurs décennies (ce que nie l'ACP qui prétend pouvoir payer les travaux par fonds propres, en augmentant le prix de la traversée), ou encore l'impact écologique de l'élargissement. En ce qui concerne ce dernier, aucune étude détaillée n'a été menée par l'ANAM

(Autorité nationale de l'Environnement) jusqu'à ce jour.

Les défenseurs du " non " (qui ne sont pas tous contre le principe d'élargir le canal mais qui appellent à la prudence et plaident pour l'élaboration d'un " plan national de développement ") craignent non seulement une sous-estimation des coûts mais également une surévaluation de la demande future et par conséquent, une surestimation des revenus de l'ACP dans les prochaines décennies. Les conséquences d'une telle erreur de calcul seraient bien entendu désastreuses pour la population et pour l'endettement du pays. La dette publique panaméenne atteint déjà 10 601 millions de dollars et l'Etat prévoit d'emprunter 1 176 millions supplémentaires en 2007 (3).

Pro mundi beneficio

Ces dernières années, les bénéfices du canal et ses contributions au budget national n'ont cessé d'augmenter. Les 6 années d'administration panaméenne ont rapporté au pays autant que les 85 ans passés sous contrôle nord-américain, c'est-à-dire environ 1 800 millions de dollars. Cependant, si depuis 2003 la croissance économique est elle aussi en hausse, la pauvreté et le sous-emploi n'ont pas pour autant diminué. Dans un pays où la corruption et le clientélisme sont monnaie courante, les bénéfices du canal n'ont que très peu profité à la population panaméenne au fil de l'histoire. D'aucuns reprochent le fait que le pays ne se construise en fonction du canal et non l'inverse. Comme le dit la devise nationale : Pro mundi beneficio. ■

Notes: (1) Matias Mongan, " El Canal de Panamá, codiciado por las potencias ", www.rebellion.org, 07 octobre 2006. / (2) " Elargissement du canal de Panama : un méga-chantier de plus de 5 milliards de dollars ", www.batiactu.com, 23 octobre 2006. / (3) M. Palacios Ramsbott, " Deuda seguirá creciendo ", in La Prensa, 10 octobre 2006.



Manifestation contre l'élargissement du canal de Panama.
Photo: Sébastien Brulez

Bouquinages

L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL 2007-2008 : QUELS ENJEUX ? QUELLES REVENDICATIONS ? Brochure d'Une Autre Gauche, gratuit.

Un groupe de travail d'Une Autre Gauche (UAG) a planché pendant plusieurs mois sur l'actualité sociale majeure de l'heure: les négociations patronat-syndicats en vue de parvenir à un Accord interprofessionnel (AIP) pour 2007-2008. Cette négociation se place dans un contexte particulier, un an après l'échec de la lutte contre le Pacte de génération. Echec qui a permis au patronat de relancer immédiatement l'offensive en exigeant un "pacte de compétitivité" afin de "modérer les salaires" censés avoir "dérapé" par rapport à ceux de nos pays voisins et "concurrents". On le voit, une fois de plus, la Loi sur la compétitivité qui instaure une norme salariale dans le cadre de l'AIP est un instrument essentiel dans l'arsenal anti-social de la bourgeoisie. C'est sur toutes ces questions que se penche avec beau-



coup de rigueur mais également une bonne dose de pédagogie le travail d'UAG concrétisé dans cette brochure. Nous publierons d'ailleurs prochainement dans La Gauche quelques bonnes feuilles de ce texte car il s'agit d'un document de premier ordre, une véritable "opération-vérité" qui remet, chiffres et arguments solides à l'appui, bien des pendules à l'heure. Et qui dresse également un bilan critique et sobre des positions syndicales bien trop timorées au regard des urgences. Tout en avançant de manière constructive une série de revendications offensives et unificatrices. C'est donc un document à mettre entre les mains de tous les syndicalistes et de tout progressiste. Et c'est d'autant plus réalisable que le texte est disponible gratuitement sur le site www.uneautre-gauche.be. Qu'on se le dise ! ■

<http://uneautre-gauche.be/spip.php?rubrique34>

Centres fermés pour étrangers : un bilan inquiétant

En moyenne, 8 000 personnes sont détenues chaque année en centre fermé. Parmi celles-ci, le nombre d'enfants a considérablement augmenté. Les placements en cellule d'isolement ne font que croître. 25 % des détentions n'étaient pas justifiées et à peine 20% des détenus ont pu faire vérifier la légalité de leur détention par un tribunal en 2003. Chaque année, la détention et les expulsions coûtent plus de 25 millions d'Euros à l'Etat belge. La privation de liberté, acte normalement exceptionnel, se banalise dans le cas des étrangers. Ces personnes sont arrêtées et placées en détention pour le seul motif de leur situation administrative.

Dresser un bilan annuel de la situation dans les six centres fermés pour étrangers est l'objectif de ce rapport rendu public ce 19 octobre. Les associations signataires, fortes de leur expérience en centre fermé, ont décidé de faire la lumière sur la politique de détention des étrangers en Belgique. Ce rapport vise à informer les responsables politiques et les citoyens afin d'alimenter le débat et d'aider chacun à se forger une opinion. Il est issu d'observations concrètes faites lors de nombreuses visites en centres fermés. Il s'agit donc d'un rapport largement documenté, précis et circonstancié.

Après avoir présenté des chiffres accompagnés de commentaires critiques, nous avons privilégié deux thèmes: d'une part, les aspects médicaux et psychologiques de la détention et d'autre part, les pressions et violences autour des expulsions. Cet état des lieux est ponctué de témoignages qui illustrent les difficultés que doivent affronter les personnes détenues dans ces centres.

Trop souvent, on retrouve dans les centres fermés des personnes qui, au vu de leurs problèmes physiques ou psychiques, ne devraient jamais se retrouver dans ce type d'environnement. Elles ont régulièrement le sentiment de ne pas être écoutées ou que leurs problèmes ne sont pas pris au sérieux. Souvent, elles ne reçoivent pour tout traitement que des calmants ou des somnifères. Et le fait qu'il y ait au centre de ce système, un service médical et social dépendants, à des degrés divers, de l'administration n'est pas sans poser de problèmes.

La détention en tant que telle a parfois des effets dévastateurs sur l'état de personnes qui la subissent. Beaucoup de détenus se montrent stressés, angoissés et plus les durées de détention sont longues, plus les individus apparaissent cassés et sombrent dans la déprime. Les détenus ont souvent l'impression d'être traités comme des criminels et ne connaissent pas la durée de leur détention. Dans le cas des enfants, la détention peut laisser des séquelles irréversibles. Ces exemples montrent bien que la politique d'éloignement prime sur toutes autres considérations. La détention a pour objectif l'expulsion. Les témoignages de pressions et de brutalités lors de ces expulsions sont récurrents, avec souvent des indices sérieux de traitements dégradants. Les contrôles pendant les expulsions sont quasiment inexistantes. Il n'y a pas de surveillance vidéo et les possibilités effectives qu'une plainte aboutisse sont presque nulles. Qu'il s'agisse du placement en zone de transit, du transfert, de l'arrivée à l'aéroport ou de l'embarquement dans l'avion, les personnes expulsées sont constamment soumises à de très fortes pressions. Ce travail vise donc à rendre public une réalité trop souvent méconnue. En compilant les données et en pointant du doigt les problèmes auxquels sont confrontées les personnes qui vivent dans ces centres, nous voulons dénoncer ces situations souvent inacceptables mais aussi, à partir de nos constatations, proposer des recommandations concrètes au monde politique. ■

Communiqué de presse commun Aide aux Personnes Déplacées, Caritas International Belgique, le CIRÉ, le Centre Social Protestant, Jesuit Refugee Service Belgium, la Ligue des Droits de l'Homme asbl, le MRAX, Point d'Appui, le Service Social de Solidarité Socialiste, et Vluchtelingenwerk Vlaanderen

<http://www.cire.irisnet.be/publications/rapports/etat-des-lieux-centres-fermes.pdf>

sommaire

ALTERNATIVES

■ Des mouvements sociaux en séminaire 2

EDITO

■ Espoirs et défis à gauche 3

REB'ELLES

■ Bonne fête aux femmes (de ménage)! 4

ECO-LOGIQUE

■ "Une vérité qui dérange" 6

POLITIQUE

■ Budget... au service du capital 7

■ Elections... la gauche radicale 8

■ Le futURNisme ça vous botte? 9

DOSSIER - Les 50 ans de La Gauche

■ Les débuts 12

■ Ernest Mandel sur La Gauche 13

■ Une idée devenue instrument 14

■ Le mouvement des femmes... 15

■ Souvenirs des catacombes 16

■ Crise et (nouvelle) renaissance 18

POLITIQUE

■ UAG-CAP. Un succès de bonne augure 19

■ Où en est la globalisation ? 20

INTERNATIONAL

■ Venezuela. Votez Chavez! 22

■ Mexique. La commune de Oaxaca 23

■ Syrie. Interview de Randa Baas 25

■ Panama. Un canal pour les entreprises 26

ARRÊT SUR IMAGE 27

BOUQUINAGES 27

www.sap-pos.org

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ **... et des SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.